Progrès et lacunes

Perceptions et expériences de la parité des genres en Afrique

Par Carmen Alpin Lardies, Dominique Dryding, et Carolyn Logan

Pan-Africa Profiles

Synthèse de Politique No. 61 d'Afrobarometer | Novembre 2019

Introduction

L'égalité des sexes est un point focal ainsi qu'un principe transversal de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable (Nations Unies, 2019). Désignée Objectif de Développement Durable (ODD) No. 5 de plein droit, elle est également ciblée dans beaucoup d'autres ODD, soulignant clairement la position de l'agenda selon laquelle le développement ne peut réussir que lorsque femmes et hommes en tirent équitablement profit. L'agenda appelle à l'égalité de l'accès des femmes à l'éducation et à la santé, de la propriété et du contrôle des ressources, et de l'implication des femmes dans les technologies de l'information et de la communication (TIC).

Les défenseurs peuvent suivre le chemin parcouru ainsi que le long chemin qui reste à parcourir pour tenir les engagements pris en faveur de l'égalité des sexes dans le cadre des ODD en Afrique. Les opportunités académiques et professionnelles des femmes, le pouvoir décisionnel au sein du ménage, et l'accès à l'Internet se sont tous accrus, mais les avancées sont souvent modestes et instables d'un pays à l'autre, et ne parviennent pas toujours à combler les écarts entre les sexes. En ce qui concerne la participation à la vie active, par exemple, les progrès réalisés par les femmes africaines entre 1980 et 2008 ont réduit l'écart entre les sexes mais ont tout de même laissé un grand désavantage comparativement aux hommes (Bureau International du Travail, 2010). Une étude de la Banque Mondiale (2019) sur « une décennie de réformes » portant sur les droits légaux affectant les chances des femmes entrepreneures et employées a mentionné l'Afrique sub-Saharienne comme l'une des régions ayant connu le plus d'amélioration, mais a cependant constaté que ses pays accordent aux femmes moins de la moitié des droits légaux qu'ils accordent aux hommes.

Les femmes et les filles souffrent également de discrimination et même de violence au sein de leurs propres ménages. Elles peuvent avoir peu de contrôle sur les ressources du ménage – parfois même sur leurs propres revenus (Ortiz-Ospina & Roser, 2018). Parallèlement, la violence domestique a été reconnue non seulement comme une préoccupation d'ordre privé, mais également comme une question de santé publique; d'après les statistiques globales, une sur cinq femmes et filles ont souffert de violence physique et/ou sexuelle aux mains d'un partenaire intime au cours des 12 derniers mois, et une sur trois à peu près peuvent s'attendre à souffrir de tels abus au cours de leur existence (ONU Femmes, 2018; 2019).

L'accès aux technologies modernes est souvent considéré comme un moyen de progrès rapide pour les individus et les sociétés, survolant les obstacles associés à des formes plus traditionnelles d'information, de transport, et de technologies de communication. Mais si les femmes n'obtiennent pas un accès mieux qu'égal à ces technologies, il y a un risque que les écarts entre sexes s'approfondissent en réalité, au lieu de se combler. Dans le monde entier, l'usage d'Internet est inférieur de 12 points de pourcentage parmi les femmes, comparativement à ce qu'il en est chez les hommes, et l'écart est encore plus profond dans les pays les moins développés (Assemblée Générale des Nations Unies, 2018; Commission des Nations Unies sur le Haut Débit, 2018). Et alors que la fracture numérique entre les sexes s'est réduite dans beaucoup de régions depuis 2013, elle s'est élargie dans les pays les moins développés (y compris beaucoup de pays africains) (Fondation World Wide Web, 2016; 2018).

Les femmes à travers l'Afrique sont confrontées à toutes ces difficultés. C'est pour cette raison qu'Afrobarometer a collaboré avec la Fondation Bill & Melinda Gates à l'occasion des enquêtes au titre du Round 7 (2016-2018) pour inclure un module spécial de questions portant sur l'égalité des sexes. Les gens soutiennent-ils l'égalité? Pensent-ils que leurs pays y parviennent? Pouvons-nous cartographier la forme, la taille, et le sens des écarts entre sexes relatifs aux droits et opportunités? Et comment les publics évaluent-ils la performance de leurs gouvernements par rapport à cette question? Ce rapport offre un aperçu des effets de cet effort. Nous pouvons nous servir de ces résultats comme d'une source de données

précieuse pour faire le suivi des ODD et élaborer des stratégies relatives à la meilleure manière de combler les nombreux écarts qui subsistent.

Un aperçu des résultats révèle que quand bien même il existe d'importantes disparités transnationales, les sociétés africaines sont généralement en faveur du principe d'égalité des femmes, signalent un succès considérable de leur réelle concrétisation, et ont tendance à applaudir la performance gouvernementale quant à la promotion des droits et opportunités en faveur des femmes.

Cependant, à la mesure des écarts dans des secteurs spécifiques – le niveau scolaire, la participation au marché du travail, le contrôle des biens et ressources du ménage, et l'accès à la technologie – l'image est beaucoup moins attrayante. Les écarts persistent à travers tous ces secteurs, dont de très grands écarts dans certains pays. Et dans certains cas, tout indique que les écarts continuent de se creuser plutôt que de rétrécir. La position absolue des femmes – par exemple, en ce qui concerne le niveau d'instruction et l'accès aux TIC – s'est souvent améliorée, et parfois considérablement. Mais cette avancée ne devrait pas occulter le fait que les femmes sont toujours à la traîne derrière les hommes par rapport à presque tous les indicateurs, dans presque tous les pays.

Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer conduit un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes à travers l'Afrique. Sept rounds d'enquêtes étendus à 38 pays ont été menés entre 1999 et 2018. Les enquêtes au titre du Round 8 devraient couvrir au moins 35 pays en 2019/2020. Les lecteurs intéressés peuvent suivre nos publications, y compris les Pan-Africa Profiles, notre série d'analyses transnationales au titre du Round 7, à #VoicesAfrica et s'inscrire dans notre liste de distribution à www.afrobarometer.org.

Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Ce numéro des Pan-Africa Profiles s'appuie principalement sur les données de 45.823 entretiens réalisés dans 34 pays entre septembre 2016 et septembre 2018 (voir la liste des pays et les dates des enquêtes au Tableau A.1 en annexe). Les pays couverts abritent presque 80% de la population du continent. Les données sont pondérées de sorte à obtenir des échantillons nationalement représentatifs. Lors du rapportage des résultats transnationaux tels que les moyennes régionales ou africaines, tous les pays sont équitablement pondérés (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

Veuillez consulter le Tableau A.2 en annexe pour la liste des dépêches publiées relativement aux perceptions sur l'égalité des sexes dans les pays pris individuellement.

Résultats clés

- Les Africains partagent au moins certaines des ambitions des ODD visant à créer des sociétés plus égales. À travers 34 pays, de fortes majorités soutiennent le droit des femmes à participer à des élections (71%) et à posséder et hériter des terres (72%).

- Ils sont cependant moins engagés pour ce qui est de la pleine égalité économique: Une majorité beaucoup plus mince (53%) sont en faveur de l'égalité de l'accès à un emploi rémunéré, contre 42% qui pensent que les hommes devraient avoir la préférence.

- Et même le droit fondamental d'une femme à la sécurité physique attire un soutien tout sauf général: Plus d'un sur quatre Africains (28%) – dont 24% de femmes –

pensent encore que les violences conjugales faites aux femmes sont justifiables. Au Gabon et au Libéria, sept sur 10 citoyens sont de cet avis.

- La plupart des Africains affirment que les filles et les garçons ont maintenant un accès équitable à l'éducation, pourtant des écarts considérables subsistent entre les sexes pour ce qui est du niveau d'instruction. Même parmi les groupes les plus jeunes, les femmes en nombre plus important que les hommes n'ont pas reçu d'instruction formelle, et les hommes en nombre plus important que les femmes ont un niveau d'instruction post-primaire.

- De grandes majorités affirment également que les femmes sont parvenues à l'égalité de l'accès au travail. Mais les femmes sont moins susceptibles de participer au marché du travail (55% contre 67% des hommes), et parmi celles qui y participent, les femmes sont plus susceptibles d'être au chômage (52% contre 39%).

- Une sur huit femmes (12%) environ affirment avoir souffert de discrimination basée sur le genre au cours de la dernière année. Une sur trois (32%) femmes libériennes rapportent une telle expérience.

- Les femmes sont à la traîne derrière les hommes pour ce qui est de la propriété de biens et sont beaucoup moins susceptibles d'exercer un pouvoir décisionnel sur les ressources du ménage.

- Les femmes sont également à la traîne derrière les hommes pour ce qui est des indicateurs relatifs à l'accès numérique et à la connexion. Et l'écart pourrait s'approfondir davantage: Bien que les taux d'usage de l'Internet par les femmes aient doublé au cours des cinq dernières années, l'écart entre les sexes de l'usage régulier de l'Internet s'est accru.

- Les Africains sont partagés quant à dire si les femmes réalisent des progrès; 49% affirment que l'égalité d'opportunité et de traitement en faveur des femmes est meilleure qu'il y a quelques années, mais presqu'autant affirment que la situation demeure inchangée (31%) ou est pire (19%).

- Néanmoins, presque deux-tiers (64%) félicitent leurs gouvernements pour leur performance en faveur de l'égalité des droits. Il y a, en résumé, un certain décalage entre la satisfaction populaire par rapport à la performance en matière d'égalité et les écarts importants – et parfois croissants – que l'on observe dans leur concrétisation effective.

Le principe de l'égalité des sexes: Les femmes devraient-elles avoir des droits égaux?

Nous commençons par déterminer dans quelle mesure les ambitions des Africains ordinaires pour ce qui est des droits et de l'égalité des femmes s'harmonisent avec les objectifs inscrits dans les ODD. L'ODD5 invite les gouvernements à « parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ». Les cibles spécifiques incluent des appels à mettre fin à la discrimination à l'égard des femmes et des filles (5.1), éliminer la violence à l'égard des femmes (5.2), garantir l'égalité des opportunités d'accès à des postes de direction en faveur des femmes (5.5), et accorder aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques (5.A) et aux technologies (5.B).

Les Africains ordinaires sont-ils en faveur de ces objectifs? Ou sont-ils imposés par les gouvernements ou des étrangers à une population peu disposée? A quel point l'égalité politique, économique, et sociale des femmes bénéficient-elle de soutien? Dans une certaine mesure, « ça dépend ».

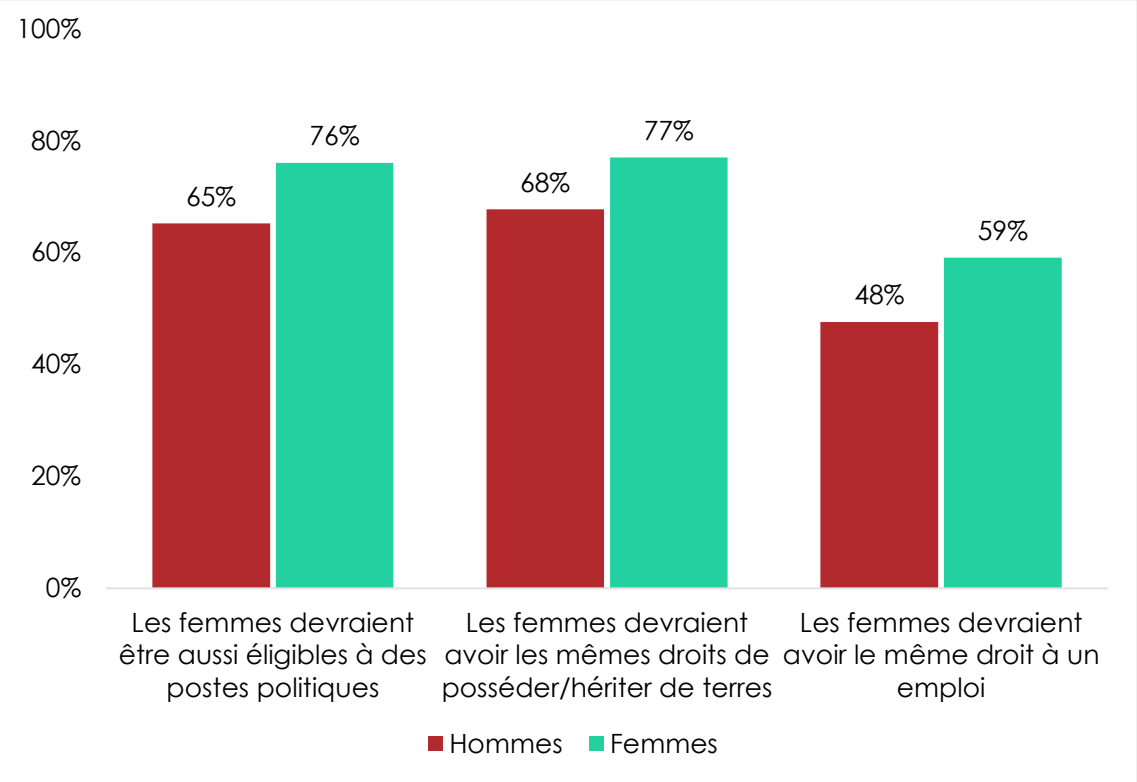
Leadership politique, emplois, et terres

Une grande majorité des Africains sont d'accord pour dire que les femmes devraient avoir les mêmes chances que les hommes de se faire élire à un poste politique. Presque deux-tiers (65%) des hommes et plus de trois-quarts (76%) des femmes soutiennent cette opinion (Figure 1). À travers 31 pays où cette question a été posée depuis le Round 5 d'Afrobarometer (2011/2013), le soutien au leadership des femmes est demeuré relativement stable dans le temps (Figure 2).

Quant à l'accès au bien économique majeur que constitue la terre, les répondants expriment des niveaux similaires de soutien à la proposition selon laquelle les femmes devraient avoir les mêmes droits de propriété et de succession que les hommes (68% des hommes, 77% des femmes). Il convient de souligner ce soutien généralisé à l'égalité, considérant la prédominance des pratiques de succession qui ont toujours été en faveur des hommes dans nombre de communautés.

Cependant, pour ce qui est de l'accès à un bien économique encore plus convoité – l'emploi – le soutien à l'égalité des femmes est plus faible. Les hommes sont partagés: 48% sont pour l'égalité du droit à un emploi, mais 48% sont contre. Et même parmi les femmes, la majorité en faveur de l'égalité de l'accès des femmes à un emploi est considérablement plus petite (59%).

Figure 1: Soutien à l'égalité des femmes | 34 pays | 2016/2018



Questions posées aux répondants:

Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

Affirmation 1: Les hommes font mieux la politique que les femmes, et devraient être seuls à être élus à des postes politiques.

Affirmation 2: Les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes.

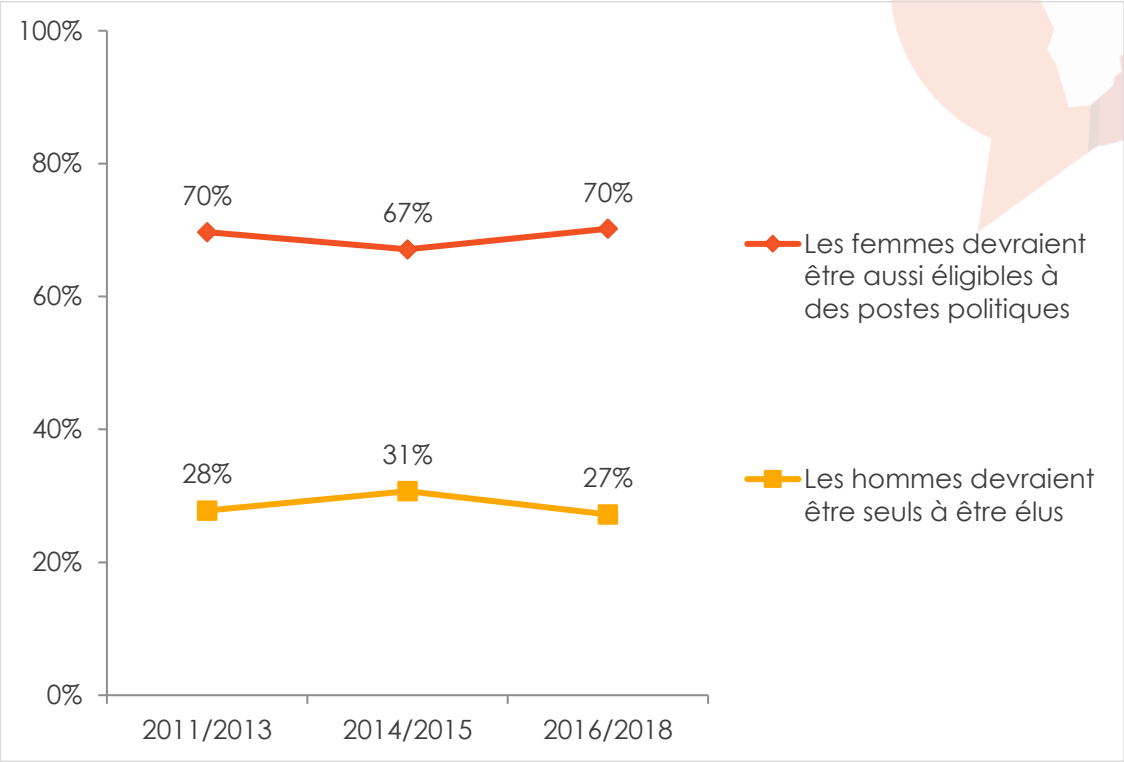
Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou d'accord:

Les femmes devraient avoir les mêmes droits de possession et de succession que les hommes en ce qui concerne le foncier. (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Lorsque l'emploi se fait rare, les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes. (% « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)

Copyright ©Afrobarometer 2019

Figure 2: Les femmes devraient-elles avoir les mêmes chances que les hommes de se faire élire? | 31 pays | 2011-2018



Question posée aux répondants: *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?*

Affirmation 1: Les hommes font mieux la politique que les femmes, et devraient être seuls à être élus à des postes politiques.

Affirmation 2: Les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes.

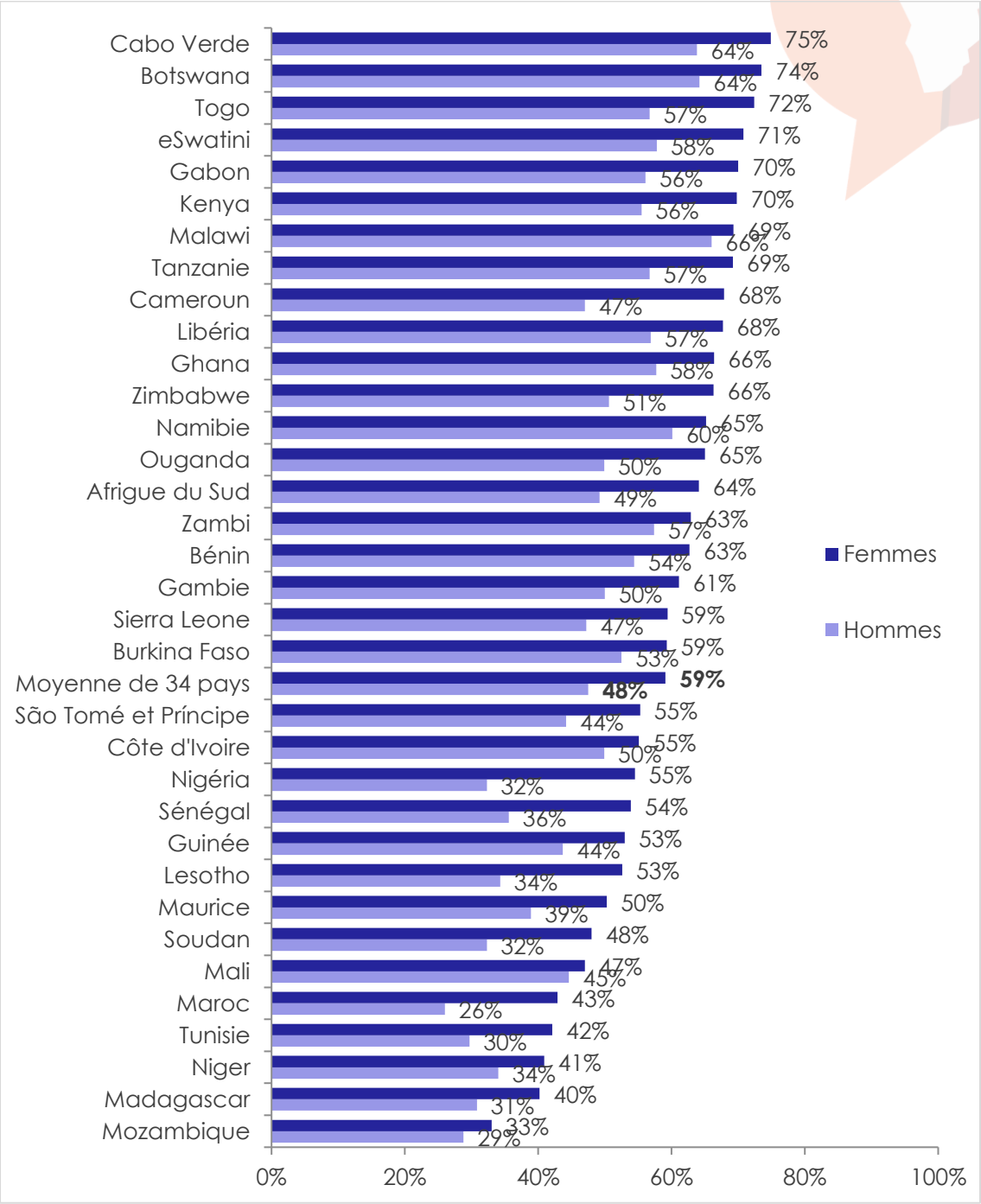
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Les pays affichent de grosses disparités sur cette question de l'emploi, en ce qui concerne aussi bien les niveaux globaux de soutien que la profondeur de l'écart entre hommes et femmes (Figure 3). Le niveau moyen de soutien à l'égalité plafonne à plus de deux-tiers (69%) au Cabo Verde et au Botswana mais descend à moins d'un sur trois (31%) en Mozambique. Les écarts hommes-femmes sont les plus profonds au Nigéria (22 points de pourcentage), au Cameroun (21 points), au Lesotho (19 points), au Sénégal (18 points), et au Maroc (17 points).

En revanche, seul un écart de 4 points sépare les hommes et les femmes en Mozambique, et un écart de 2 points au Mali, mais ces deux pays affichent certains des niveaux les plus bas de soutien à l'égalité des femmes (c'-à-d que les hommes et les femmes sont presqu'à égalité *en défaveur* de l'accès équitable des femmes à l'emploi).

Copyright ©Afrobarometer 2019

Figure 3: Les femmes devraient avoir les mêmes droits à l'emploi | 34 pays | 2016/2018



Question posée aux répondants: *Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou d'accord: Lorsque l'emploi se fait rare, les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes. (% « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)*

Nous pouvons classer les pays selon la proportion de la population qui appuie chacun de ces trois indicateurs de soutien à l'égalité (voir les colonnes « Demande » à gauche du graphique en pages 7-8). Les cellules colorées en rouge foncé (indiquant un soutien à l'égalité inférieur à 50%) ou rouge clair (entre 50% et 59% de soutien) signalent aussitôt à quel point le soutien à l'égalité du droit des femmes à un emploi est moins solide, en termes de soutien populaire, comparativement à leurs droits à se faire élire et à posséder des terres.

Égalité des sexes: Demande et offre

34 pays africains 2016/2018

AFRO BAROMETER 1999-2019
20 ans à donner la parole aux Africains

DEMANDE — Soutien **au principe** de l'égalité des sexes (%)

- 70% ou plus
- 60% - 69%
- 50% - 59%
- Moins de 50%

OFFRE — Écarts **entre les niveaux réels** de l'égalité des sexes (% chez les femmes moins % chez les hommes; un chiffre négatif traduit un succès moindre chez les femmes que chez les hommes)

- % femmes égal/supérieur à % hommes
- Déficit de 5 points ou moins
- Déficit de 6-10 points
- Déficit de plus de 10 points

	DEMANDE			OFFRE				
	Les femmes devraient avoir des chances égales de se faire élire	Les femmes devraient avoir des chances égales d'avoir un emploi	Les femmes devraient avoir des chances égales de posséder des terres et d'en hériter	Écart entre les niveaux de l'instruction formelle chez les 18-25 ans	Écart entre les taux d'emploi au sein des personnes actives sur le marché de l'emploi	Écart entre les niveaux moyens de possession de biens	Écart entre les niveaux d'autorité sur les finances	Écart entre les niveaux d'usage régulier de l'Internet
Afrique du Sud	77%	57%	76%	0	-17	-5	-6	-4
Bénin	78%	59%	80%	-12	-7	-27	-19	-18
Botswana	82%	69%	90%	+2	-11	-8	0	-7
Burkina Faso	70%	56%	74%	-17	-5	-23	-39	-8
Cabo Verde	88%	69%	91%	-1	-13	-4	-1	-6
Cameroun	68%	57%	63%	-4	-9	-12	-18	-6
Côte d'Ivoire	72%	53%	71%	-12	-14	-16	-31	-16
eSwatini	78%	64%	69%	+1	-17	-8	-4	-8
Gabon	87%	63%	85%	-2	-19	-8	-8	-5
Gambie	73%	56%	56%	-3	-11	-15	-15	-8
Ghana	79%	62%	86%	-5	-3	-13	-14	-14
Guinée	69%	48%	63%	-3	-12	-14	-30	-6
Kenya	73%	63%	64%	-5	-12	N/A	-8	-11
Lesotho	64%	43%	75%	+2	-4	-6	+5	-3
Libéria	60%	62%	83%	-5	-22	-9	-4	-12
Madagascar	66%	36%	81%	-6	-5	-3	+6	-2
Malawi	79%	68%	80%	-2	-10	-9	-8	-7
Moyenne de 34 pays	**71%**	**53%**	**72%**	**-6**	**-13**	**-12**	**-15**	**-8**

Égalité des sexes: Demande et offre (suite)

34 pays africains 2016/2018

AFRO BAROMETER 1999-2019
20 ans à donner la parole aux Africains

DEMANDE

Soutien **au principe** de l'égalité des sexes (%)

- 70% ou plus
- 60% - 69%
- 50% - 59%
- Moins de 50%

OFFRE

Écarts **entre les niveaux réels** de l'égalité des sexes (% chez les femmes moins % chez les hommes; un chiffre négatif traduit un succès moindre chez les femmes que chez les hommes)

- % femmes égal/supérieur à % hommes
- Déficit de 5 points ou moins
- Déficit de 6-10 points
- Déficit de plus de 10 points

	DEMANDE			OFFRE				
	Les femmes devraient avoir des chances égales de se faire élire	Les femmes devraient avoir des chances égales d'avoir un emploi	Les femmes devraient avoir des chances égales de posséder des terres et d'en hériter	Écart entre les niveaux de l'instruction formelle chez les 18-25 ans	Écart entre les taux d'emploi au sein des personnes actives sur le marché de l'emploi	Écart entre les niveaux moyens de possession de biens	Écart entre les niveaux d'autorité sur les finances	Écart entre les niveaux d'usage régulier de l'Internet
Mali	62%	46%	58%	-27	-21	-24	-28	-12
Maroc	64%	35%	39%	-3	-18	-11	-38	-6
Maurice	82%	45%	92%	0	-10	-13	-22	0
Mozambique	66%	31%	78%	-1	-11	-10	-22	-3
Namibie	68%	63%	87%	-4	-8	-4	-3	-7
Niger	54%	38%	25%	-23	-19	-13	-42	-7
Nigéria	54%	43%	62%	-6	-13	-14	-23	-11
Ouganda	76%	57%	71%	-3	-9	-12	-20	-7
São Tomé et Príncipe	70%	50%	86%	0	-23	-11	-4	-11
Sénégal	78%	45%	69%	-1	-25	-11	-29	-12
Sierra Leone	67%	53%	80%	-11	-10	-14	-10	-8
Soudan	49%	40%	56%	+1	-23	-12	-35	-10
Tanzanie	75%	63%	85%	0	-8	-8	-4	-8
Togo	84%	65%	82%	-6	-11	-19	-10	-15
Tunisie	67%	36%	46%	+1	-24	-15	-8	-9
Zambie	69%	60%	83%	-1	-12	-8	-5	-9
Zimbabwe	70%	59%	77%	+1	-9	-8	-9	-4
Moyenne de 34 pays	**71%**	**53%**	**72%**	**-6**	**-13**	**-12**	**-15**	**-8**

Nous pouvons également identifier des disparités entre les pays. Alors qu'aucun pays ne tombe dans la catégorie des « vert foncé », qui affichent un taux de 70% ou plus de soutien à chacun des trois types d'égalité, 12 affichent un soutien de 60% et plus de soutien universel: Le Botswana, le Cabo Verde, l'eSwatini, le Gabon, le Ghana, le Kenya, le Libéria, le Malawi, la Namibie, la Tanzanie, le Togo, et la Zambie.

En revanche, quatre pays affichent moins de 50% de soutien (rouge foncé) pour deux des trois indicateurs d'égalité, dont tous les trois pays d'Afrique du Nord enquêtés au cours du Round 7: Le Maroc, le Soudan, et la Tunisie, rejoints par le Niger. L'absence générale de soutien à l'égalité des femmes en Afrique du Nord est conforme aux résultats des rounds d'enquêtes précédents (Wambua, 2017; Chingwete, Richmond, & Alpin, 2014).

Le Lesotho, Madagascar, Maurice, la Mozambique, et le Sénégal se distinguent parce qu'ils affichent certains des niveaux les plus élevés de soutien à l'égalité relativement à au moins un indicateur et parmi les plus bas pour un autre. Par exemple, les Mauriciens affichent un fort taux de soutien au droit des femmes à se présenter à des élections (82%) et à posséder et hériter de terres (92%), mais affichent un taux relativement faible de soutien à l'égalité de l'accès des femmes à un emploi (45%).

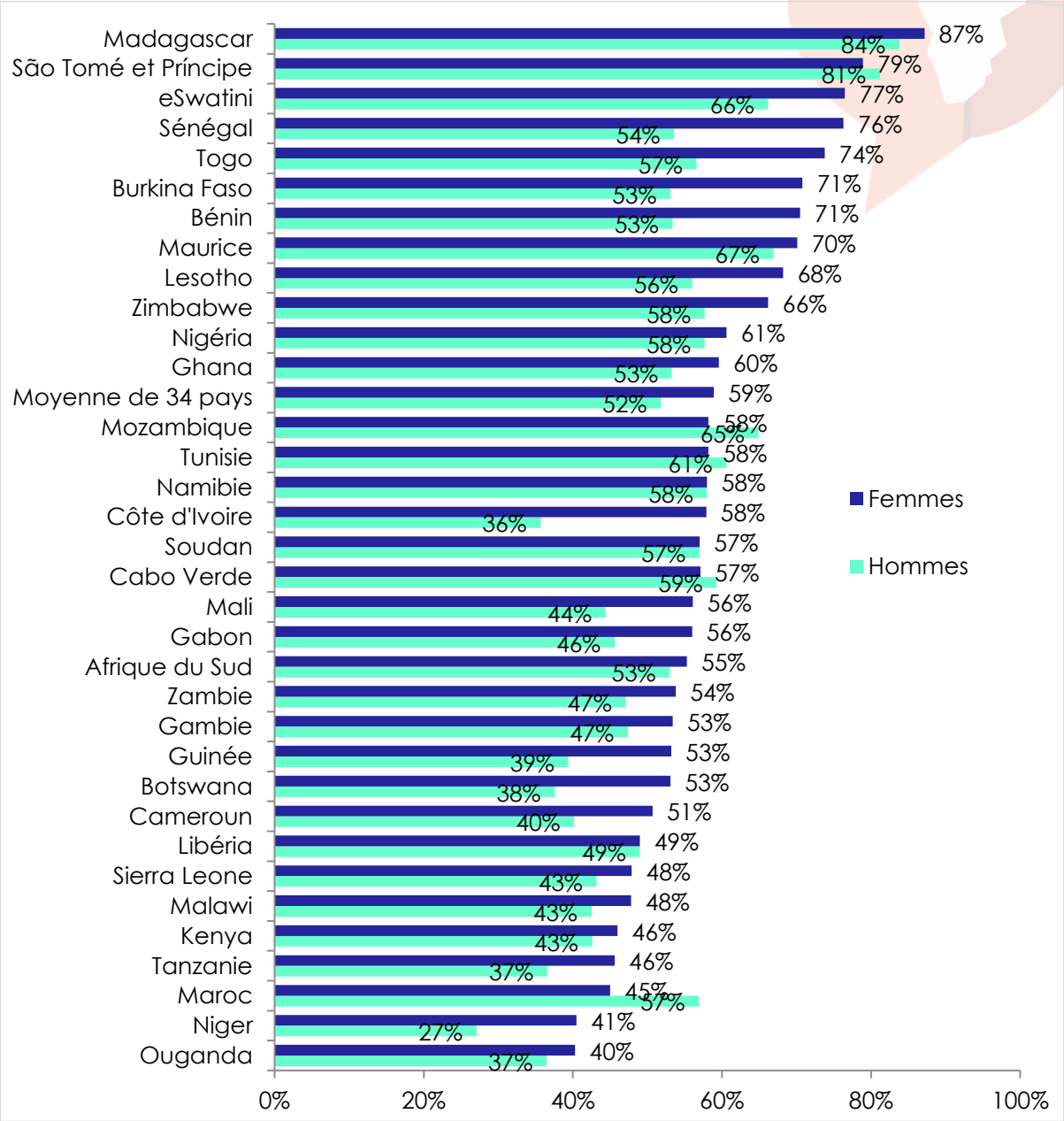
Au sein du ménage

Que diriez-vous des normes sexospécifiques au sein du ménage? Les attentes quant à la division du travail et des responsabilités, surtout en ce qui concerne l'attention accordée aux enfants, sont-elles également changeantes? Afrobarometer a demandé aux répondants s'il est mieux pour une famille qu'une femme, plutôt qu'un homme, assume « la responsabilité principale de s'occuper de la maison et des enfants ». À travers 34 pays, une majorité (55%) répondent par l'affirmative, et les femmes sont plus susceptibles d'être d'accord que les hommes (59% contre 52%) (Figure 4). Madagascar, où 87% des femmes et 84% des hommes soutiennent cette notion, affiche un soutien écrasant aux rôles traditionnels au sein du ménage. Moins de la moitié en conviennent au Niger (34%), en Ouganda (38%), et en Tanzanie (41%).

On remarque particulièrement sur cette question que les écarts hommes-femmes varient considérablement d'un pays à l'autre. Dans certains pays, les femmes sont de loin plus susceptibles que les hommes de penser qu'elles devraient avoir la responsabilité primaire du ménage et des enfants: L'écart est de 22 points de pourcentage au Sénégal (76% d'accord parmi les femmes, 54% parmi les hommes) et en Côte d'Ivoire (58% contre 36%). Au Maroc, par contre, les hommes sont plus susceptibles que les femmes par une marge de 12 points d'être de cette opinion (57% des hommes, 45% des femmes), un retournement qui ne se produit que dans une poignée de pays.

Les rôles traditionnels quant à la charge de s'occuper du foyer et des enfants bénéficient encore d'un large soutien à travers l'Afrique. (Photo ©Alfotokunst | Dreamstime.com)

Figure 4: Les femmes devraient s'occuper du foyer et des enfants | 34 pays | 2016/2018



Question posée aux répondants: *Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou d'accord: En général, une famille vit mieux lorsque c'est une femme qui porte la responsabilité principale quant à sa gestion et à l'encadrement des enfants que si c'était un homme. (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)*

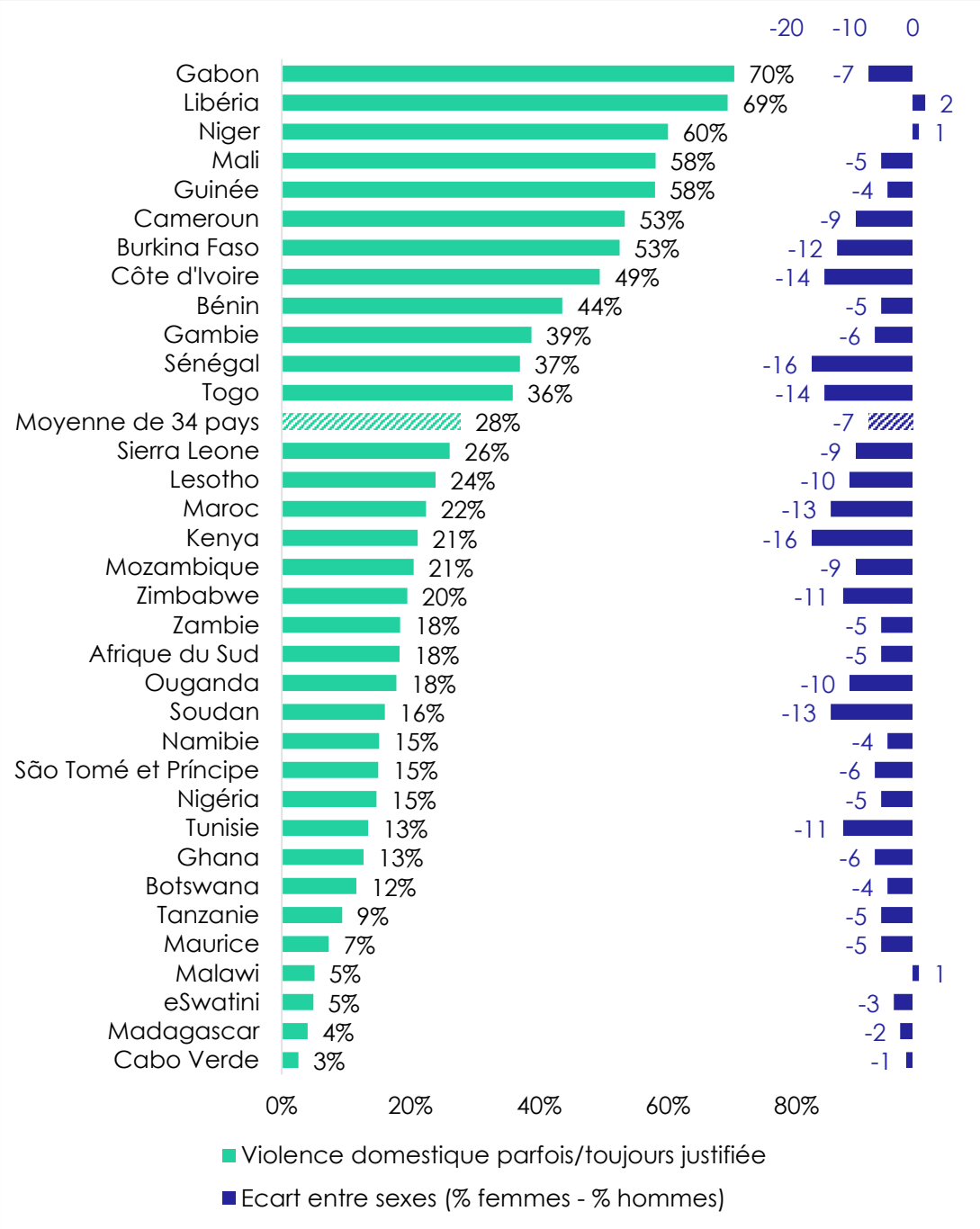
Sécurité physique

Pour finir, nous nous penchons sur la question du soutien aux droits et à l'égalité des femmes sur une question bien différente: leur intégrité physique et leur sécurité.

La Cible 5.2 des ODD appelle à « éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles », mais pour trop de femmes africaines, l'expérience de la violence est toujours une réalité. Les femmes ne sont pas exposées à la violence que dans les espaces publics; parfois la plus grande menace se trouve au sein de leurs ménages. Les données d'Afrobarometer donnent un aperçu des attitudes culturelles qui pourraient façonner cette expérience.

Au moins en principe, les Africains expriment une aversion relativement forte pour les violences domestiques: Une majorité appréciable (71%) affirment qu'il n'est « jamais justifié » qu'un homme batte son épouse. Plus d'un sur quatre (28%) affirment tout de même que les violences domestiques sont « parfois » ou « toujours » justifiées, dont presqu'une femme sur quatre (24%) et presqu'un homme sur trois (31%). Mais la tolérance envers les violences contre les femmes est bien plus élevée dans certains pays, atteignant une proportion stupéfiante de sept sur 10 citoyens au Gabon (70%) et au Libéria (69%) (Figure 5).

Figure 5: Le fait qu'un homme bat sa femme est justifié | % par pays et par écart entre sexes | 34 pays | 2016/2018



Question posée aux répondants: *Veuillez me dire pour chacune des actions suivantes si vous pensez si elles sont toujours justifiées, parfois justifiées, ou jamais justifiées: Lorsqu'un homme bat sa femme? (Les barres à gauche montrent le % des personnes qui répondent « parfois justifié » ou « toujours justifié »; les barres à droite montrent la proportion des femmes moins celle des hommes qui répondent ainsi.)*

Des majorités considèrent également les violences domestiques comme une pratique acceptable au Niger (60%), au Mali (58%), en Guinée (58%), au Cameroun (53%), et au Burkina Faso (53%). En revanche, un sur 20 répondants seulement au Cabo Verde, à Madagascar, en eSwatini, et au Malawi approuvent volontiers les violences domestiques. L'acceptation des violences domestiques est plus de deux fois plus commune en Afrique Centrale (46%) et en Afrique de l'Ouest (40%)[1] que dans les régions Nord (17%), Est (16%), et Sud (14%) du continent.

La tolérance pour le fait qu'un homme batte sa femme n'est pas que le vestige d'un passé perdu: Les jeunes adultes sont quelque peu *plus* susceptibles que leurs aînés de considérer de tels actes justifiables (29% parmi les 18-35 ans, contre 25%-27% parmi les 36 ans et plus). Mais l'éducation pourrait jouer un rôle utile, étant donné que l'acceptation chute de 41% chez les répondants sans instruction formelle à 23%-25% chez ceux qui ont un niveau d'instruction primaire, secondaire, ou post-secondaire.

Dans la plupart des pays, les femmes sont moins susceptibles que les hommes de considérer le fait qu'un homme batte sa femme comme un acte justifiable, y compris des écarts à deux chiffres dans 11 pays, menés par le Sénégal et le Kenya (16 points de pourcentage chacun) et la Côte d'Ivoire et le Togo (14 points chacun). Mais au Libéria et au Niger, les femmes et les hommes divergent peu dans leurs niveaux élevés d'acceptation des violences faites aux femmes.

Dans les sections qui suivent, nous nous penchons sur l'étendue de la pratique de l'égalité des sexes dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la sécurité, de l'accès aux biens et ressources (y compris fonciers) et de leur contrôle, et de l'accès aux technologies d'information et de la communication. Dans la section finale du rapport, nous passerons en revue les évaluations citoyennes de la performance gouvernementale quant à la promotion des chances et de l'égalité en faveur des femmes.

Égalité dans le domaine de l'éducation: Perceptions et expériences

L'éducation est une composante essentielle de la qualité de vie, et l'ODD4, qui appelle les gouvernements à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité », met en renvoie au caractère central de l'égalité de l'accès partout pour filles et garçons, femmes et hommes. La Cible 4.5 accorde une attention particulière à l'égalité avec un appel à éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation d'ici 2030. A quel point les pays africains sont-ils parvenus à assurer l'égalité aussi bien de l'accès que du niveau pour ce qui est de l'éducation? Les résultats sont mitigés, mais beaucoup d'Africains semblent penser que leurs pays s'en sortent mieux que les statistiques de l'éducation ne le suggèrent.

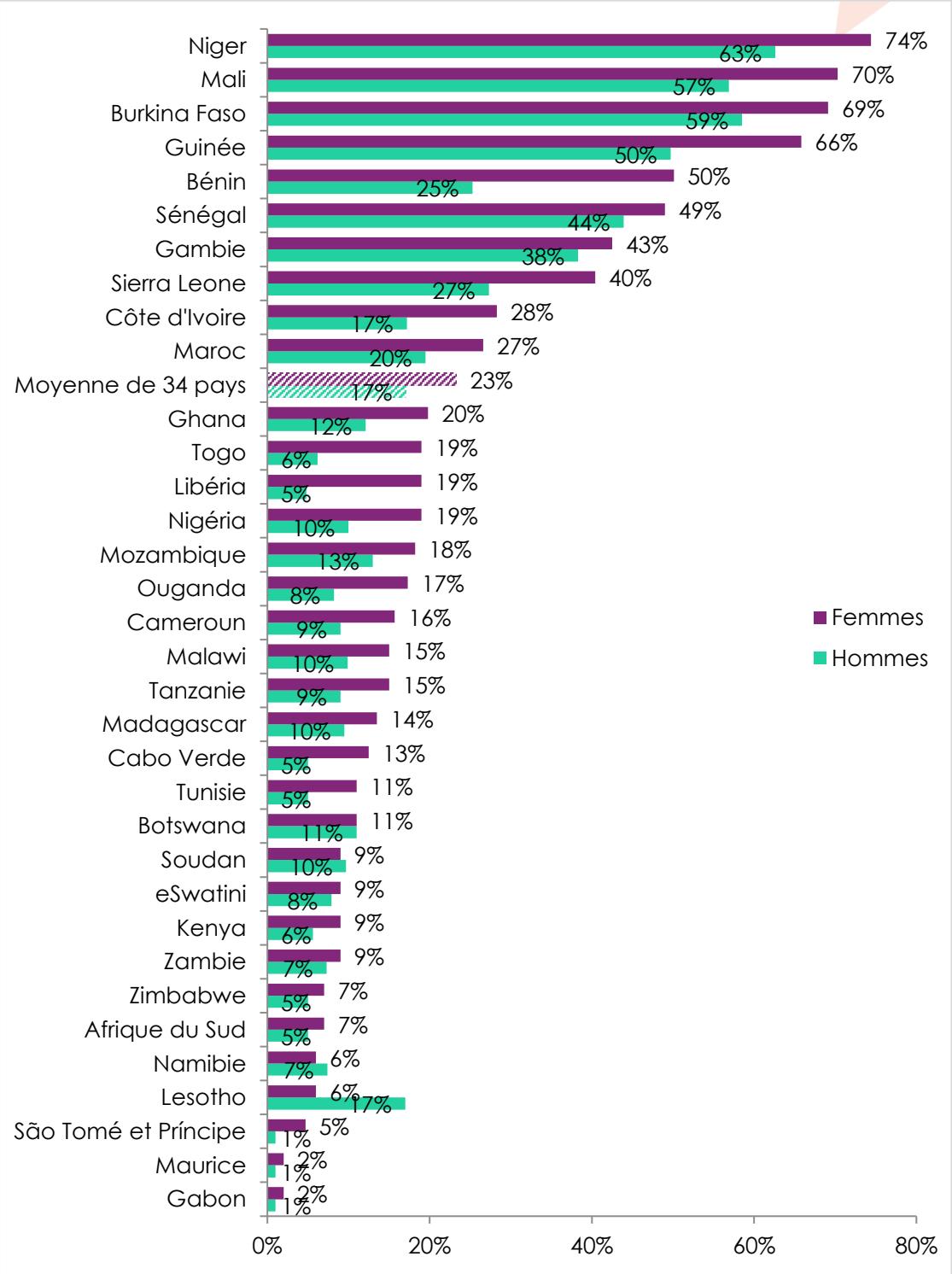
A la question de savoir si les filles et les garçons « ont aujourd'hui les mêmes chances d'aller à l'école », une proportion écrasante de 91% des enquêtés à travers 34 pays répondent par l'affirmative. Cette réponse tombe en deçà de 80% dans deux pays seulement, la Mozambique (77%) et le Malawi (75%) (non illustré). Par ailleurs, les hommes et les femmes sont généralement unanimes par rapport à cette question, aussi bien au niveau global qu'au niveau national.

D'autres données d'Afrobarometer confirment, cependant, que d'importants écarts entre sexes existent toujours en ce qui concerne le niveau d'instruction. Presqu'un quart (23%) des femmes enquêtées lors du Round 7 n'ont aucun niveau d'instruction formelle, contre 17% des hommes (Figure 6). L'écart s'élargit à pas moins de 25 points de pourcentage au Bénin (50%

[1] Régions: Afrique du Nord (Maroc, Soudan, Tunisie), Afrique Centrale (Cameroun, Gabon, São Tomé et Príncipe), Afrique Australe (Botswana, eSwatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Zambie, Zimbabwe), Afrique de l'Est (Kenya, Tanzanie, Ouganda), Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Libéria, Niger, Nigéria, Mali, Sénégal, Sierra Leone, Togo)

des femmes contre 25% des hommes sans éducation), suivi de la Guinée à 16 points (66% contre 50%) et du Libéria à 14 points (19% contre 5%). Mais ces disparités indiquent clairement également que l'(in)égalité des sexes peut se produire aussi bien à des niveaux très bas qu'à des niveaux très élevés de l'atteinte globale. L'écart au Sénégal, par exemple, est relativement petit (5 points), mais ceci est dû au fait qu'un grand nombre de femmes et d'hommes souffrent du manque d'instruction formelle (49% et 44%, respectivement).

Figure 6: Défaut d'instruction formelle, par sexe | 34 pays | 2016/2018

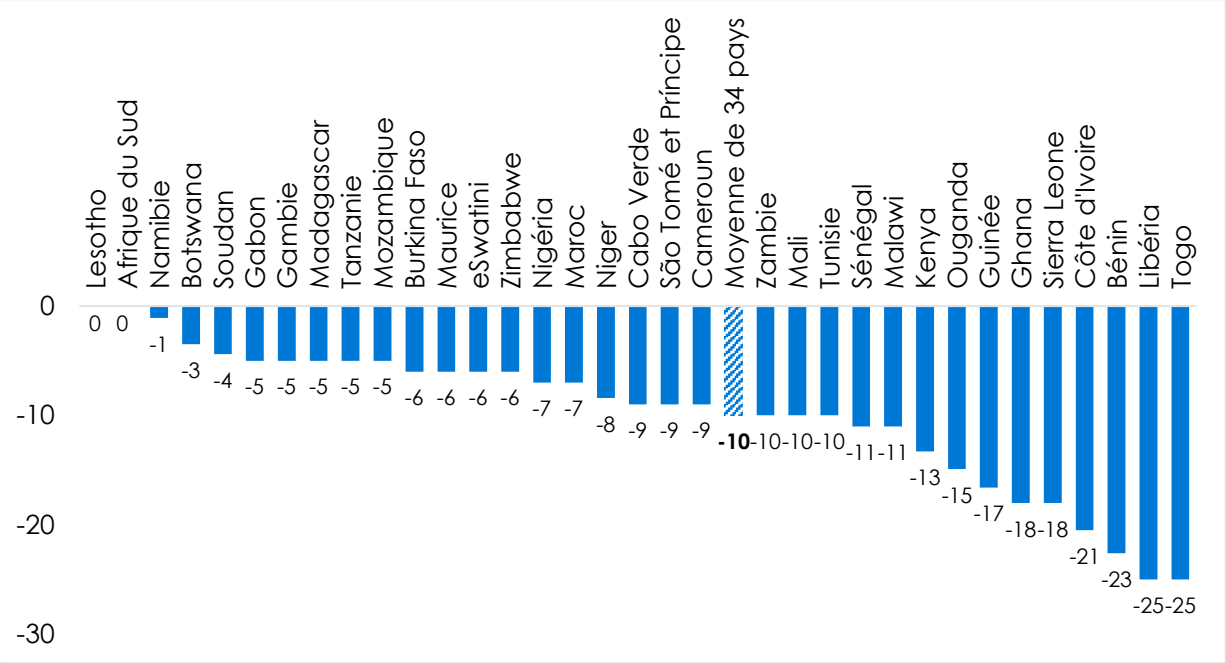


Question posée aux répondants: *Quel est votre plus haut niveau d'instruction? (% sans instruction formelle)*

Neuf pays réalisent une parité approximative sur cette mesure (un écart de 2 points de pourcentage ou moins): Le Botswana, l'eSwatini, le Gabon, Maurice, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Soudan, la Zambie, et le Zimbabwe. Le Lesotho est le seul pays où les hommes sont considérablement moins susceptibles d'être allés à l'école (17% sans instruction formelle, contre 6% des femmes), parce que beaucoup de garçons et de jeunes hommes sont envoyés dans les montagnes pour garder les troupeaux pendant que leurs sœurs sont à l'école.

De façon globale, un écart encore plus large s'observe aux niveaux d'instruction supérieurs, où 10 points de pourcentage séparent les proportions des hommes (57%) et des femmes (47%) qui affichent un niveau d'instruction secondaire ou supérieur (Figure 7). Un écart existe dans tous les pays à l'exception de la Namibie (où l'écart d'1 point de pourcentage n'est pas statistiquement significatif), de l'Afrique du Sud, et du Lesotho, et atteint plus de 20 points de pourcentage au Togo, au Libéria, au Bénin, et en Côte d'Ivoire.

Figure 7: Ecart entre sexes de l'instruction post-primaire (points de pourcentage) | 34 pays | 2016/2018



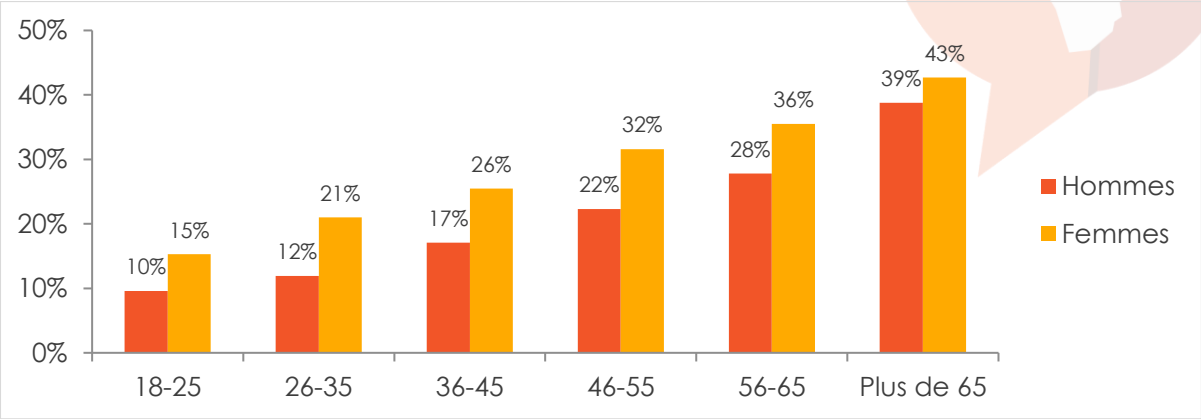
Question posée aux répondants: *Quel est votre plus haut niveau d'instruction? (écarts hommes-femmes, en points de pourcentage, des proportions signalant un niveau d'instruction secondaire ou post-secondaire)*

Pour suivre les progrès accomplis par les pays dans le temps pour ce qui est de combler l'écart dans l'éducation, nous pouvons comparer les écarts d'un groupe d'âge à l'autre. Cette comparaison indique que parallèlement à d'importantes améliorations de l'accès des populations en général à l'éducation, il y a eu des améliorations tout au moins modestes de la parité entre sexes (Figure 8). Il y a parmi les plus jeunes, les 18-25 ans, un écart de 5 points de pourcentage entre les nombres d'hommes et de femmes sans instruction formelle, contre des écarts de 8 à 10 points pour les quatre catégories d'âge suivants – dont chacun réalise un niveau académique global nettement inférieur. L'écart n'est plus petit que parmi les plus de 65 ans, mais avec des niveaux académiques extrêmement inférieurs.

Le niveau d'instruction moyen est le plus élevé parmi les 18-25 ans – 72% des hommes et 60% des femmes affichant au moins le niveau d'instruction secondaire – mais à 12 points de pourcentage, l'écart entre sexes est en effet légèrement plus remarquable au sein de la jeunesse qu'à travers toute la population de répondants (Figure 9).

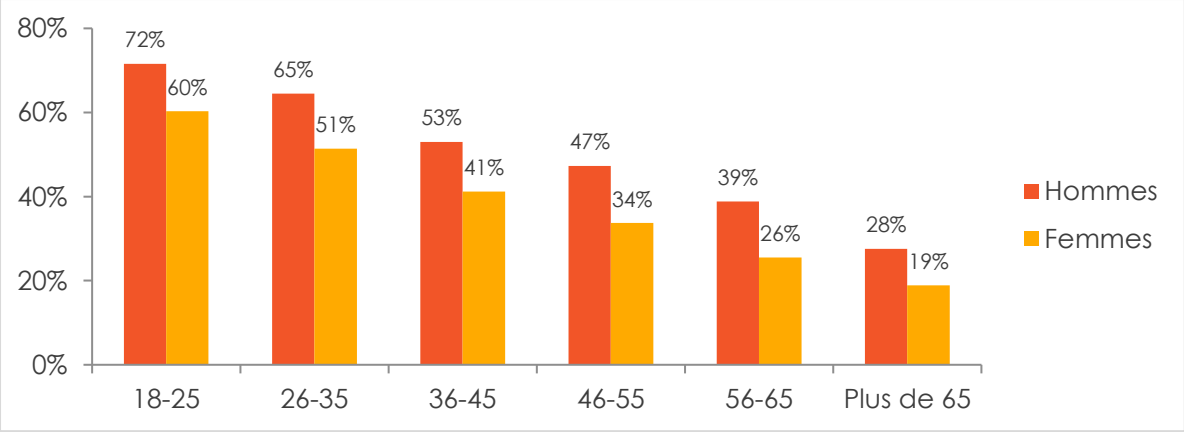
Copyright ©Afrobarometer 2019

Figure 8: Défaut d'instruction formelle, par sexe et groupe d'âge | 34 pays | 2016/2018



Question posée aux répondants: *Quel est votre plus haut niveau d'instruction? (% sans instruction formelle)*

Figure 9: Niveau d'instruction post-primaire, par sexe et groupe d'âge | 34 pays | 2016/2018

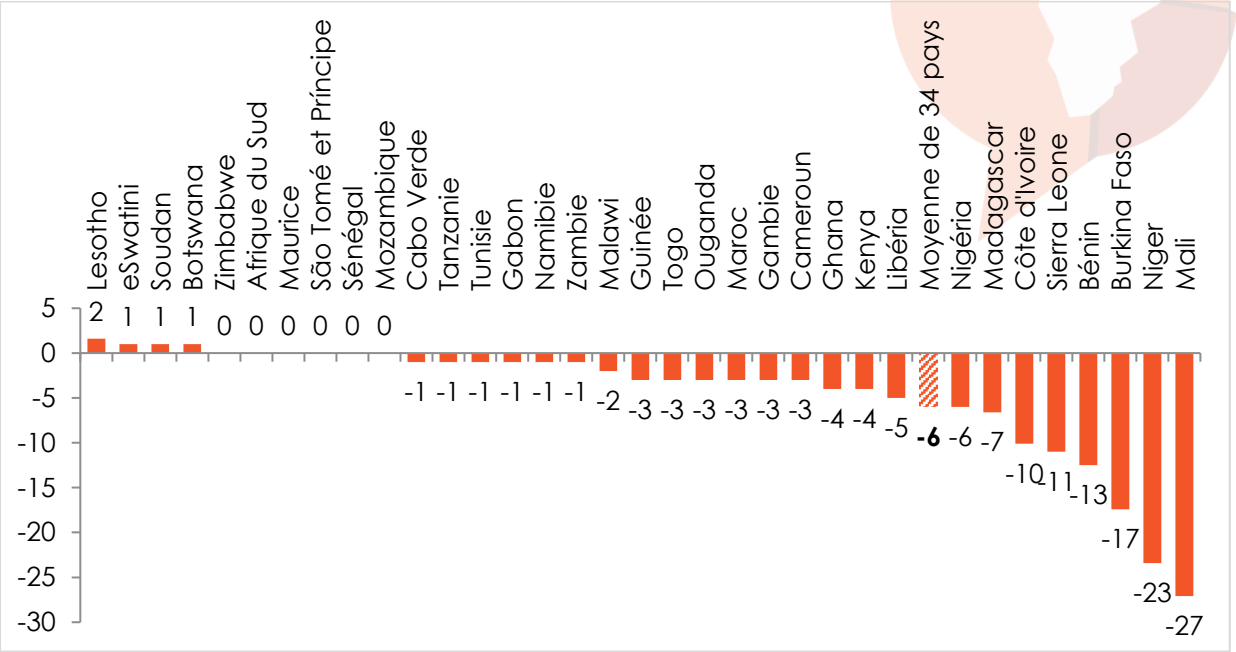


Question posée aux répondants: *Quel est votre plus haut niveau d'instruction? (% affichant un niveau d'instruction secondaire ou post-secondaire)*

En particulier, 17 pays ont réussi à réduire l'écart entre sexes parmi les plus jeunes à des niveaux insignifiants (moins de +/-2 points de pourcentage) (Figure 10). Ce succès contraste fortement avec le bilan encore très médiocre de l'égalité dans des pays comme le Mali (déficit de 27 points pour les femmes), le Niger (23 points), le Burkina Faso (17 points), et le Bénin (13 points).

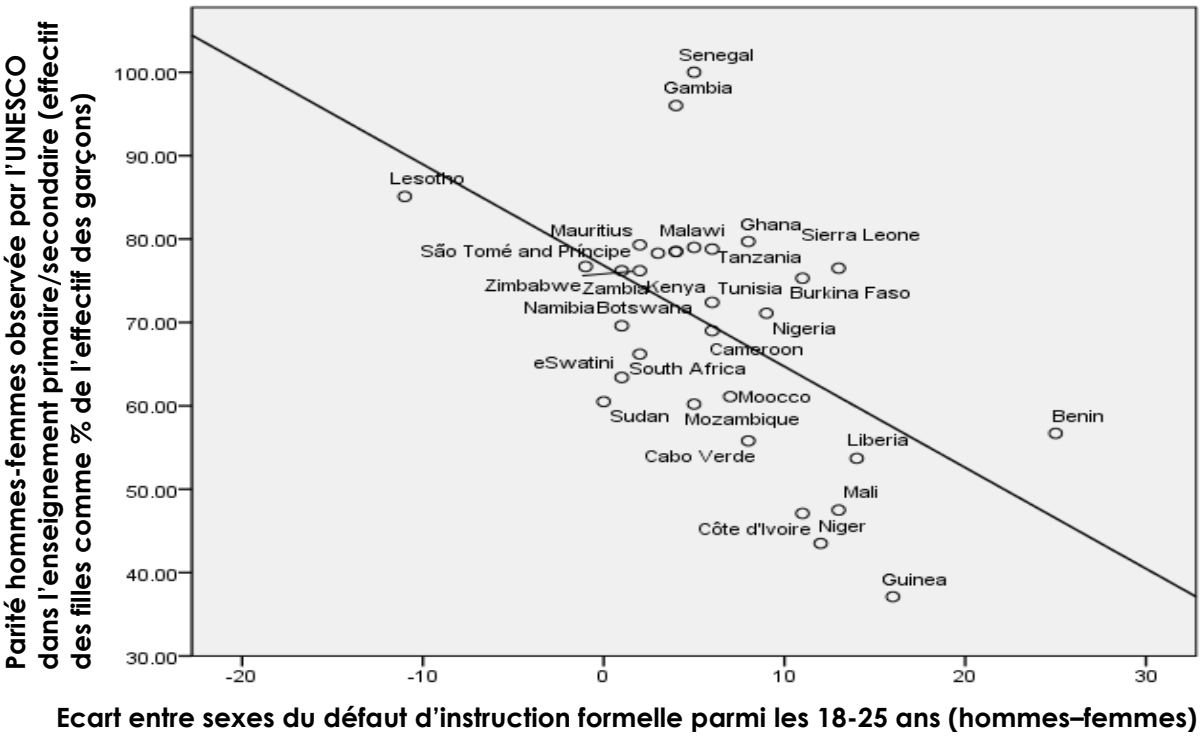
Les statistiques éducationnelles des Nations Unies confirment ces résultats nationaux sur la distribution des écarts entre sexes parmi les plus jeunes. Il existe une forte corrélation entre la mesure d'Afrobarometer et celles de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) pour la parité entre sexes dans les éducations primaire et secondaire (Figure 11) (Pearson's r=-.538, significatif à .01) (disponible à https://gem-report-2017.unesco.org/en/chapter/gender_monitoring_participation-and-completion/) et le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sur les écarts entre les années de scolarisation moyennes des hommes et des femmes (Pearson's r=.590, significatif à .01) (disponible à http://www.hdr.undp.org/en/data). L'UNESCO et le PNUD renseignent amplement sur les progrès réalisés dans le temps sur ces différents indicateurs.

Figure 10: Ecart entre sexes du défaut d'instruction formelle parmi les 18-25 ans | 34 pays | 2016/2018



Question posée aux répondants: *Quel est votre plus haut niveau d'instruction? (différence hommes-femmes en points de pourcentage des répondants âgés de 18-25 ans qui rapportent un niveau inexistant d'instruction formelle)*

Figure 11: Ecart entre sexes du défaut d'instruction formelle parmi les 18-25 ans comparativement à la mesure de l'UNESCO de la parité hommes-femmes | 34 pays | 2016/2018



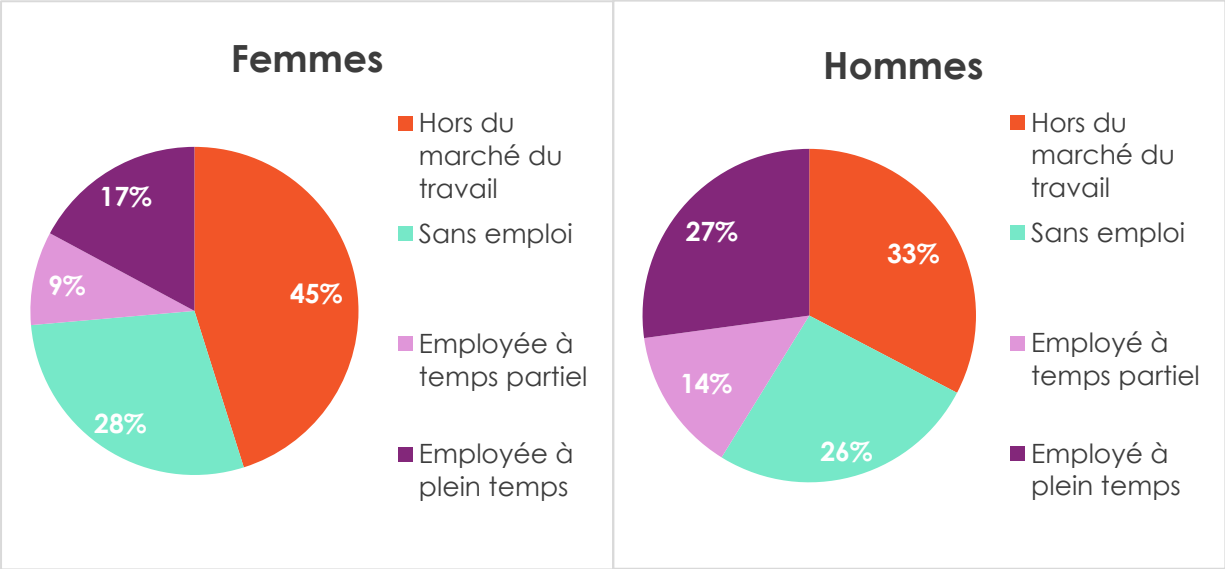
Sources: *Ecart entre sexes du défaut d'instruction formelle parmi les 18-25 ans à partir des données du Round 7 d'Afrobarometer; parité entre sexes observée par l'UNESCO dans l'effectif des apprenants des enseignements primaire et secondaire tiré du Rapport Global de Suivi sur l'Ecole.*

Egalité dans le domaine de l'emploi: Perceptions et expériences

La Cible 8.5 des ODD appelle les pays à « parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes un travail décent » ainsi qu'un salaire égal pour un travail de valeur égale. Tout comme de grandes majorités rapportent que l'égalité de l'éducation a été réalisée, aussi bien les hommes que les femmes rapportent que l'égalité en termes de disponibilité d'offres d'emploi a été réalisée. Pas moins de 83% des hommes ainsi que des femmes sont d'accord pour dire que « les femmes et les hommes ont des chances égales d'obtenir un travail rémunéré » (non illustré). Cette opinion n'est portée par moins de 70% que dans trois pays: le Niger (64%), le Malawi (66%), et le Maroc (69%). Et à seulement quelques exceptions, les disparités entre sexes sont minimes: Les femmes sont moins susceptibles d'être d'accord que les hommes au Maroc (par 6 points de pourcentage) et en eSwatini, en Guinée, au Kenya, au Malawi, et en Zambie (par 4 points chacun). En revanche, les femmes sont plus susceptibles que les hommes de percevoir l'égalité des chances en Tunisie (par 8 points), en Sierra Leone (5 points), et au Cameroun (4 points).

Cependant, d'autres données d'Afrobarometer sur l'emploi semblent, une fois encore, plus complexes. Les femmes sont considérablement plus susceptibles que les hommes d'être exclues du marché du travail: 41% des hommes rapportent avoir un emploi rémunéré à plein temps (27%) ou à temps partiel (14%), contre juste 26% des femmes (17% à temps plein, 9% à temps partiel) (Figure 12). Presque la moitié (45%) des femmes enquêtées affirment ne pas travailler et ne pas être à la recherche d'un travail, contre un tiers des hommes (33%). Des proportions semblables sont actuellement sans emploi, c.-à-d. qu'ils ne travaillent pas actuellement mais qu'ils sont à la recherche d'un travail (28% d'hommes, 26% de femmes).

Figure 12: Statut d'emploi des femmes et des hommes | 34 pays | 2016/2018



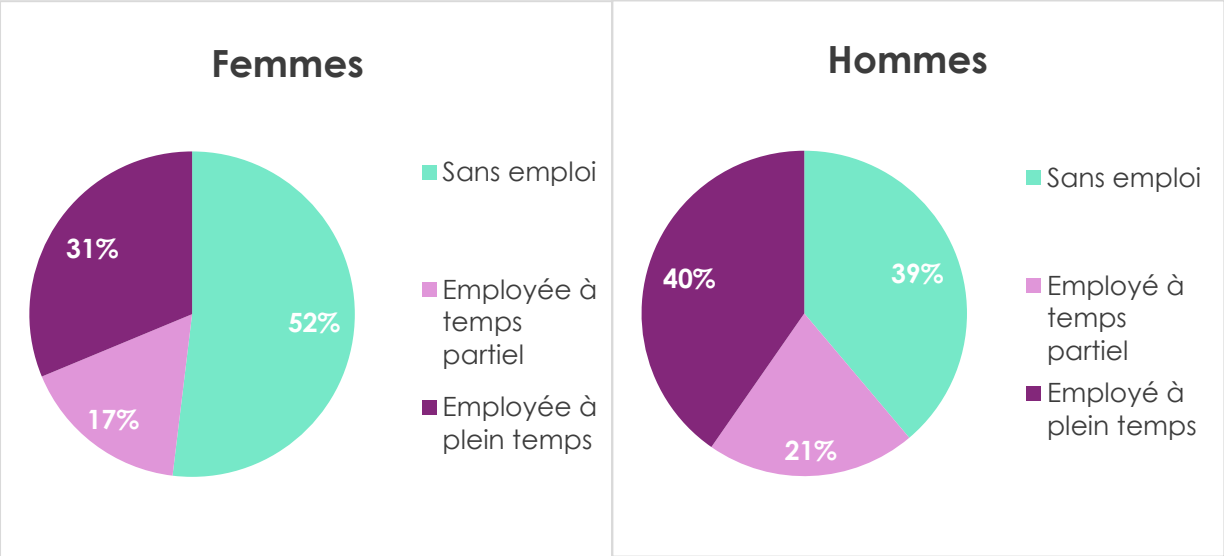
Questions posées aux répondants: *Exercez-vous un travail salarié? [Si oui:] Est-ce un emploi à plein temps ou à temps partiel? [Si non:] Êtes-vous présentement à la recherche d'un emploi?*

Les données d'Afrobarometer ne sont pas conçues pour donner un tableau détaillé des activités professionnelles. Les taux de participation au marché du travail reflètent seulement ceux des répondants qui ont un travail « rémunéré ». Invités à énumérer leur « principale occupation », beaucoup de femmes citent le ménage (20%), l'agriculture (19%), ou le commerce et la vente à la criée (14%) – des activités qu'elles peuvent ou pas percevoir comme rémunératrices. Nous ne pouvons pas déterminer non plus si les femmes sont exclues du marché de l'emploi rémunéré par choix (par exemple pour élever une famille), parce qu'elles travaillent sur leurs propres exploitations agricoles et ne se considèrent pas comme faisant un travail rémunéré, parce que leur niveau d'instruction inférieur limite leurs

opportunités, ou parce qu'elles auraient abandonné après des tentatives de recherche d'emploi infructueuses.

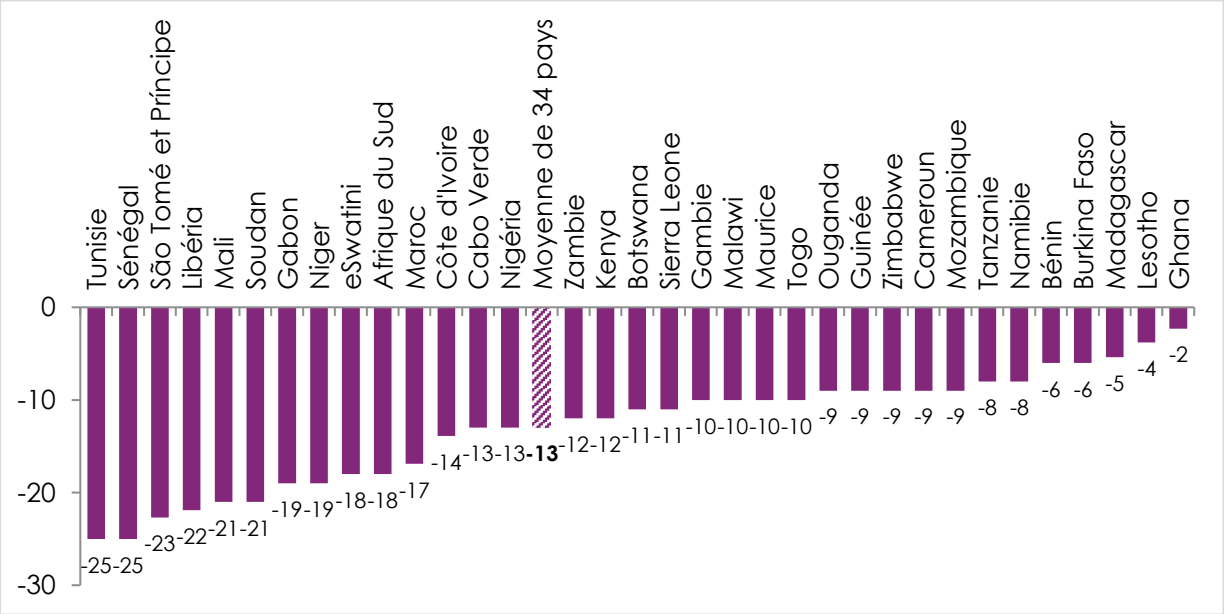
Mais lorsqu'on exclut ceux qui ne sont pas actifs sur le marché du travail, nous observons toujours que plus de la moitié (52%) des femmes actives sur le marché de l'emploi rémunéré sont sans emploi, contre 39% des hommes (Figure 13). L'écart entre les hommes et les femmes en termes de chômage parmi les personnes actives sur le marché de l'emploi varie de juste 2 points au Ghana à 25 points au Sénégal et en Tunisie (Figure 14).

Figure 13: Statut d'em ploi des femmes et des hommes, à l'exception de ceux qui « ne travaillent pas et ne sont pas à la recherche » | 34 pays | 2016/2018



Questions posées aux répondants: *Exercez-vous un travail salarié? [Si oui:] Est-ce un emploi à plein temps ou à temps partiel? [Si non:] Êtes-vous présentement à la recherche d'un emploi? (% hormis ceux qui ne sont pas actifs, c'-à-d ceux qui ne travaillent pas et ne sont pas à la recherche d'un emploi)*

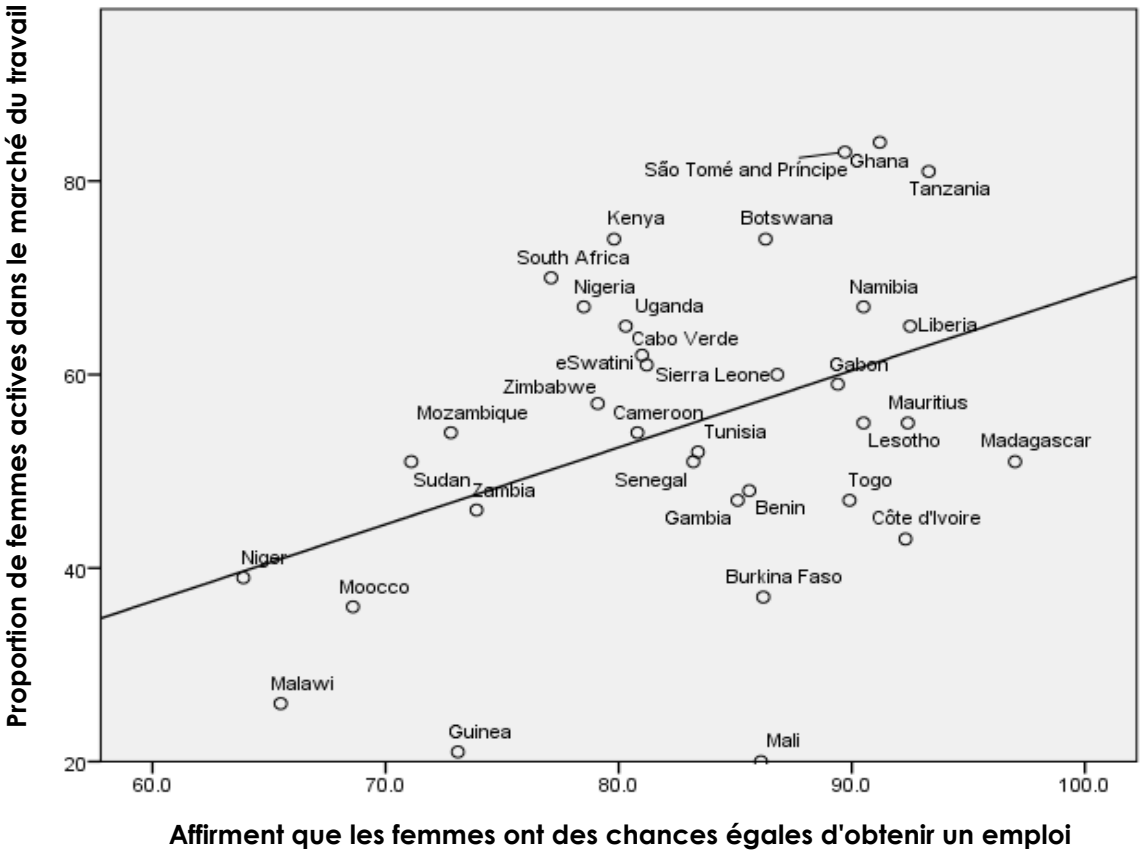
Figure 14: Ecart hommes-femmes du taux de chômage, parmi ceux qui sont actifs sur le marché de l'emploi | 34 pays | 2016/2018



La figure montre la différence en points de pourcentage entre hommes et femmes de ceux qui sont à la recherche d'un emploi (c'-à-d à l'exception de ceux qui sont sans emploi et n'en recherche pas)

Il y a une certaine concordance entre la perception selon laquelle les femmes ont des chances égales d'obtenir un emploi et leur taux effectif de participation au marché du travail (Figure 15), quand bien même la corrélation est faible (Pearson's r=.417, significatif à .05). Les pays qui affichent de plus grandes proportions de répondants qui affirment que les femmes bénéficient d'un accès équitable à l'emploi affichent également des taux plus élevés de participation des femmes au marché du travail. Les Malawites, les Nigériens, les Guinéens, et les Marocains sont moins susceptibles de rapporter l'égalité des chances, et ils rapportent également les niveaux les plus bas de la participation des femmes à la force de travail (avec le Mali, où la perception d'égalité est considérablement plus élevée).

Figure 15: Attitudes envers l'égalité de l'accès à l'emploi et la participation des femmes au marché du travail | 34 pays | 2016/2018



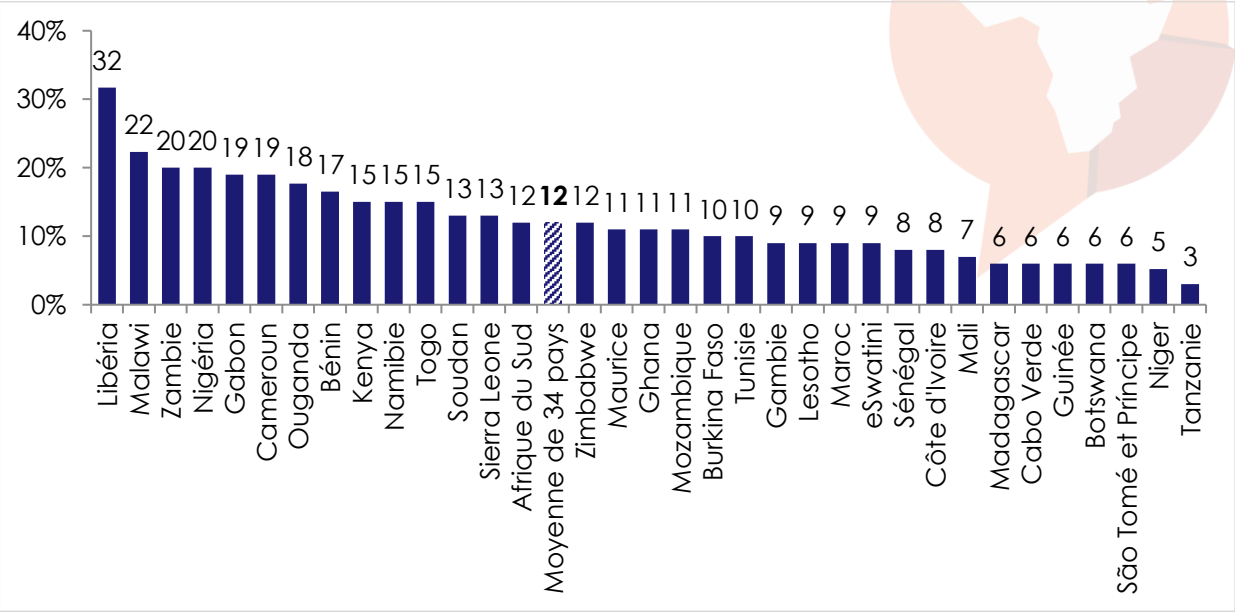
Affirment que les femmes ont des chances égales d'obtenir un emploi

Discrimination basée sur le genre

La discrimination, l'objet de la Cible 5.1 des ODD, peut prendre plusieurs formes et impacter la vie d'un individu de diverses façons, et pourrait être un facteur explicatif de la participation réduite des femmes au marché de l'emploi et des taux de chômage plus élevés. Nous avons demandé aux répondants s'ils ont eu l'expérience durant l'année écoulée d'être personnellement victimes de discrimination sexospécifique.

Parmi les femmes, 12% affirment qu'elles se sont senties au moins une fois victimes de discrimination sexospécifique, et la moitié de cette proportion affirment que cela s'est produit « plusieurs fois » ou « beaucoup de fois » (Figure 16). Au Libéria, cependant, presque trois fois autant – une proportion stupéfiante de 32% des femmes – affirment avoir été victimes de discrimination sexospécifique, dépassant de loin les rapports de tous autres pays. Une sur cinq femmes au Malawi, en Zambie, au Nigéria, au Gabon, et au Cameroun ont vécu cette expérience. Les femmes de Tanzanie, en revanche, rapportent qu'une telle discrimination est rare – 3% seulement rapportent une expérience récente.

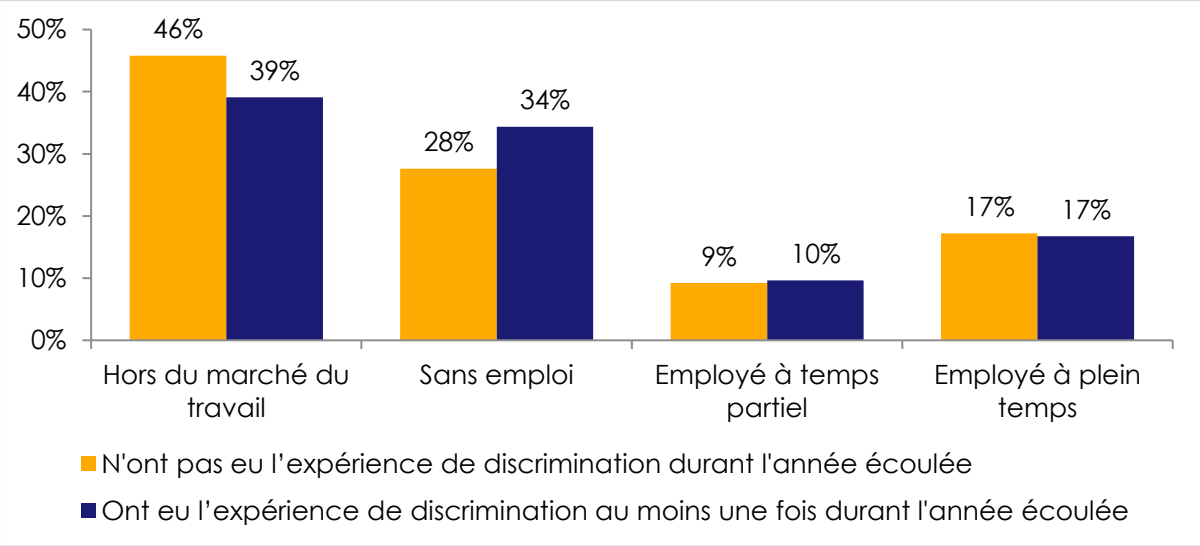
Figure 16: Discrimination des femmes basée sur le genre (%) | 34 pays | 2016/2018



Question posée aux répondants: *Au cours de l'année dernière, à quelle fréquence, le cas échéant, avez-vous personnellement été l'objet de discrimination sur la base de l'un quelconque des éléments suivants: Votre sexe?*

Nous observons également un certain soutien à l'idée selon laquelle un endroit où les femmes pourraient fréquemment souffrir de discrimination est le marché du travail, lorsqu'elles s'y engagent. Les femmes qui affirment avoir souffert de discrimination sont plus susceptibles d'être actives sur le marché du travail (61% contre 54% de celles qui n'ont pas souffert de discrimination), mais elles sont plus susceptibles, une fois sur le marché du travail, d'être sans emploi (34% contre 28%) (Figure 17). Même si cette preuve n'est que déductive, elle suggère que la discrimination basée sur le genre pourrait nuire à l'accès des femmes à un emploi et à un moyen de subsistance.

Figure 17: Statut d'emploi des femmes, par expérience de discrimination basée sur le genre | 34 pays | 2016/2018



Question posée aux répondants: *Au cours de l'année dernière, à quelle fréquence, le cas échéant, avez-vous personnellement été l'objet de discrimination sur la base de l'un quelconque des éléments suivants: Votre sexe?*

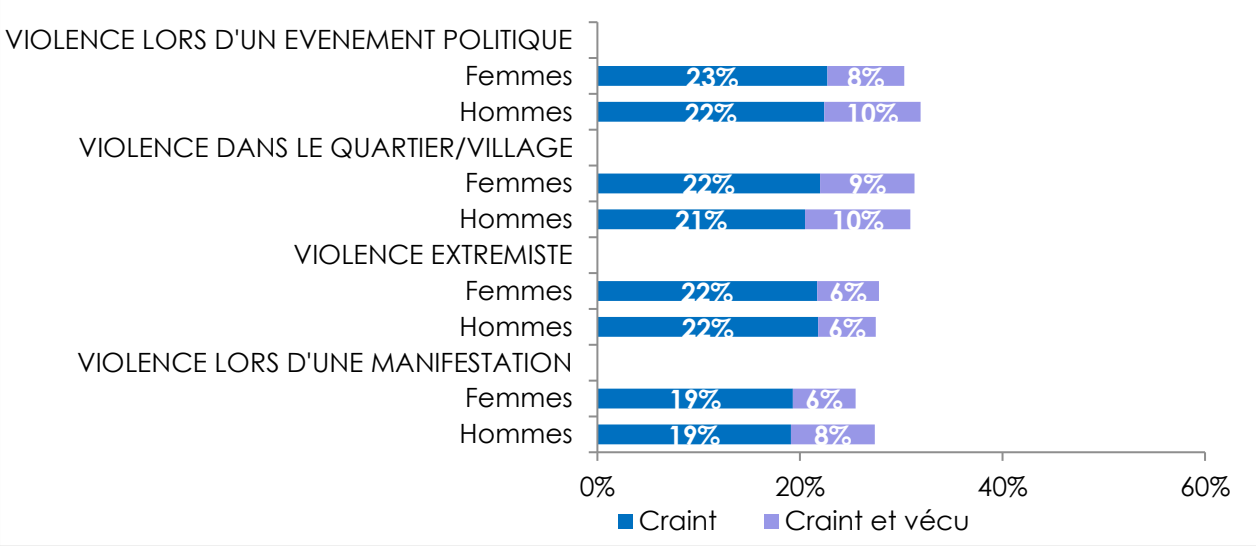
Nous observons que 8% des hommes rapportent également des expériences de discrimination sexospécifique au cours de l'année précédente. Cette question mérite clairement qu'on s'y attarde davantage pour mieux comprendre les situations dans lesquelles les femmes et les hommes souffrent de discrimination.

Crainte et expérience de la violence

Les ODD luttent contre plusieurs formes de violence, aussi bien au sens global (« Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence », Cible 16.1) que spécifiquement contre des pratiques et actions spécifiques qui nuisent aux enfants (Cible 16.2) et aux femmes (Cible 5.1 et Cible 5.2). Même la crainte de la violence – pour ne pas mentionner son expérience réelle – peut influencer considérablement la capacité des femmes à s'engager productivement dans la société. Afrobarometer a questionné les répondants par rapport à leur crainte ainsi qu'à leur expérience relative à plusieurs types de violence au cours des deux années précédentes, y compris les actes de violence dans leur voisinage, les actes de violence durant des campagnes électorales ou les activités politiques, et les actes de violence durant des manifestations publiques. Nous avons interrogé les répondant de 14 pays à propos de la violence extrémiste.

Nous constatons que les femmes comme les femmes affichent des niveaux élevés de crainte de la violence. Presqu'un sur trois expriment la crainte de chaque type de violence, et 5% à 10% ont souffert de chacun (Figure 18). Les hommes sont en réalité quelque peu plus susceptibles de faire l'expérience de la plupart des types de violence. Il est évident que la menace et la réalité de la violence façonnent toujours les expériences quotidiennes d'un grand nombre de citoyens à travers le continent, les hommes aussi bien que les femmes.

FIgure 18: Crainte et expérience de violence | par sexe | 34 pays | 2016/2018



Questions posées aux répondants: *Dans toute société, les gens sont parfois en désaccord les uns avec les autres. Ces désaccords évoluent parfois vers la violence physique. Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes? [Si oui:] Avez-vous effectivement personnellement subi ce type de violence au cours des deux dernières années?*

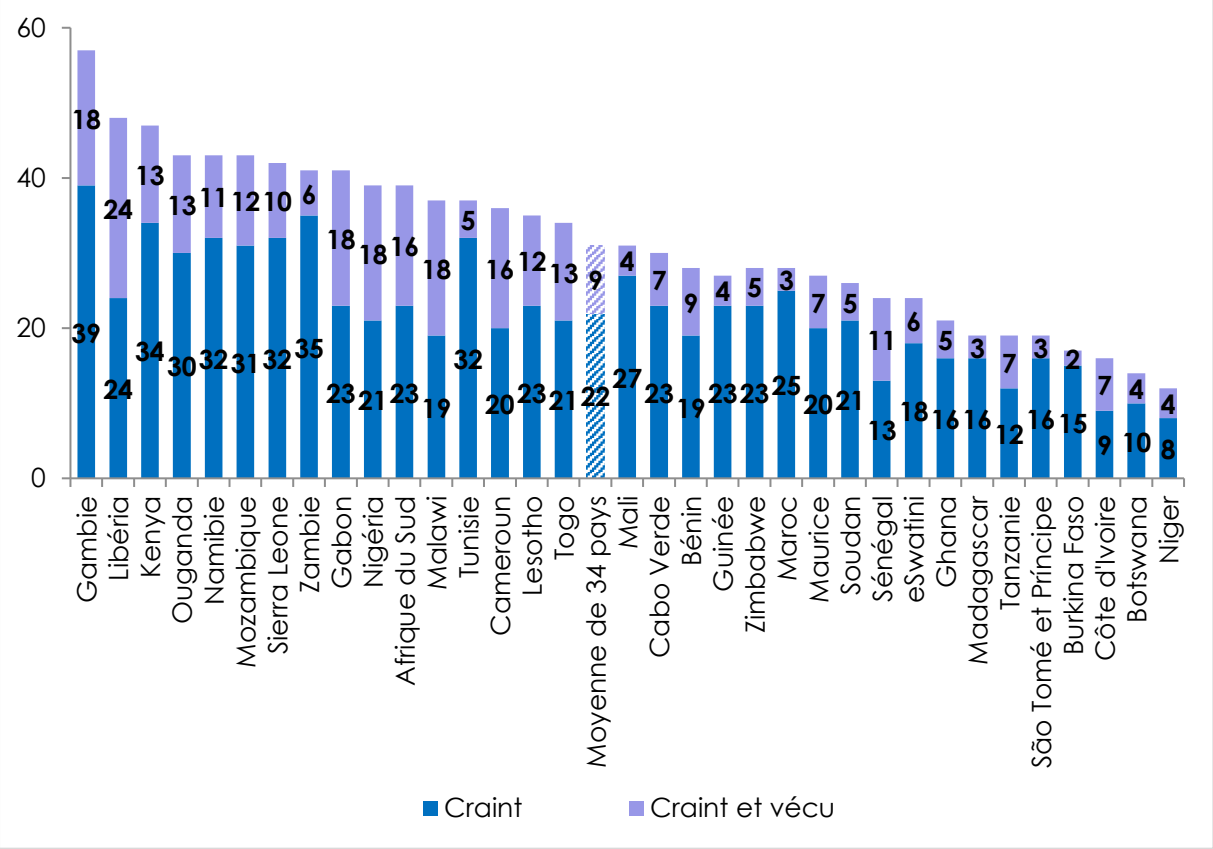
Violence entre les habitants de votre quartier ou village?
Violence lors d'un meeting politique ou d'un événement de campagne?
Violence lors d'une manifestation ou marche de protestation publique?
Une attaque armée orchestrée par des extrémistes politiques ou religieux?

*** Note:** *La question relative à la violence lors d'un meeting politique ou d'un événement de campagne n'a pas été posée en eSwatini.*

*** Note:** *La question relative à la violence extrémiste a été posée uniquement au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Mali, en Mozambique, au Niger, au Nigéria, en Sierra Leone, en Afrique du Sud, au Soudan, en Tunisie, en Ouganda, et au Zimbabwe.*

Mais la crainte et l'expérience de la violence ne sont pas communes à égalité dans tous les pays (Figure 19). Une proportion ahurissante de 57% des femmes gambiennes ont craint la violence dans leur communauté (39%) ou l'ont craint et en ont fait l'expérience (18%) au cours des deux années précédentes. (Ce chiffre s'oppose à 48% des hommes, faisant de la Gambie l'un des rares pays avec un important écart entre sexes.) Encore plus de femmes au Libéria – presqu'une sur quatre (24%) – affirment avoir vécu la violence dans leur communauté. Et un tiers ou plus des femmes de 16 pays sur les 34 ont tout au moins craint la violence. Le Niger se classe comme le pays le moins craintif du côté des femmes, mais même là, plus d'une sur 10 femmes (12%) ont craint (8%) ou ont craint et vécu (4%) des actes de violence dans leurs communautés.

FIgure 19: Crainte et expérience de violence exprimées par les femmes dans leur quartier ou village | 34 pays | 2016/2018



Questions posées aux répondants: *Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes: Violence entre les habitants de votre quartier ou village? [Si oui:] Avez-vous effectivement personnellement subi ce type de violence au cours des deux dernières années?*

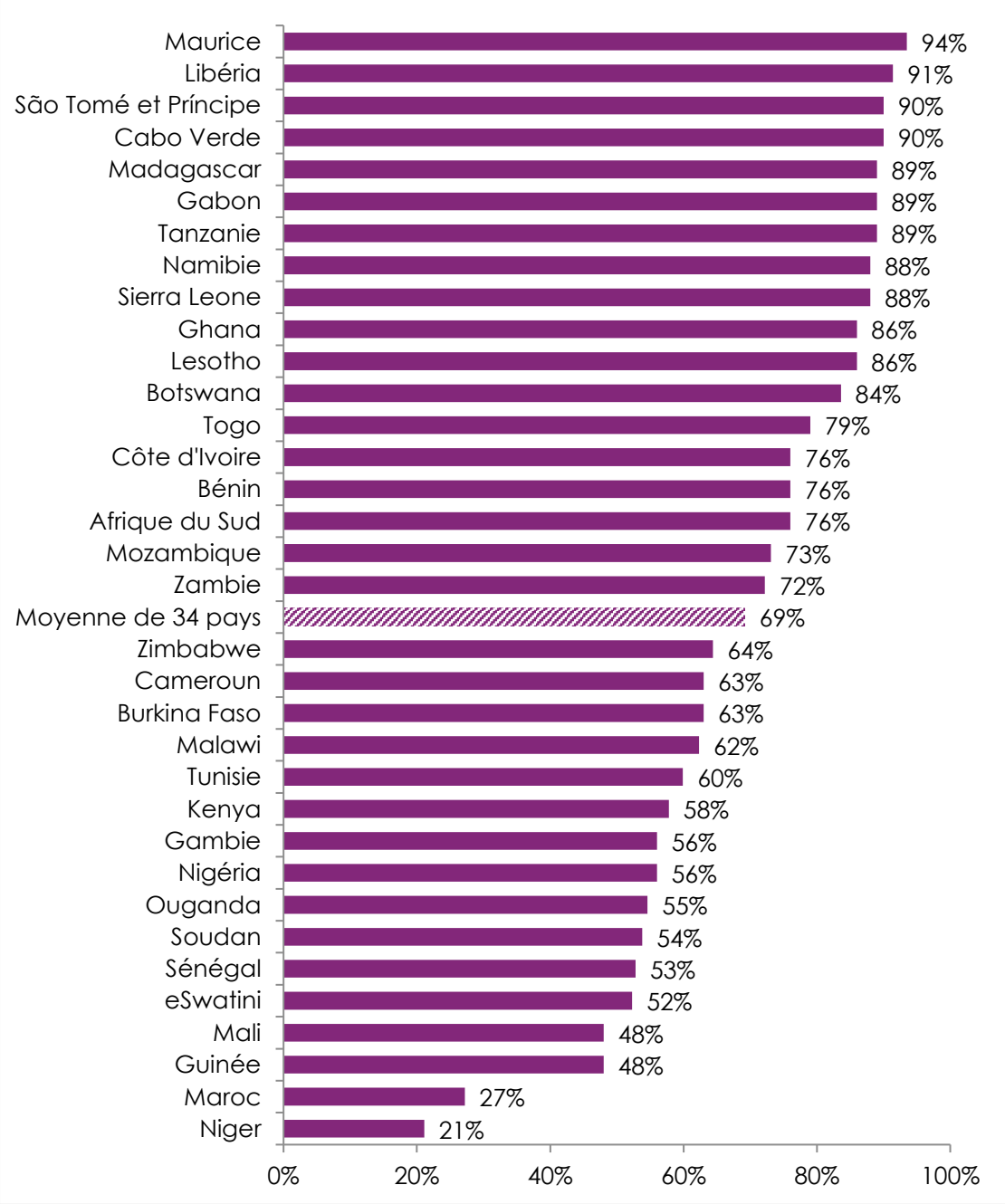
Situation financière des femmes: Propriété et contrôle des ressources

La capacité des femmes à soutenir leur famille et à protéger leurs droits dépendra en dernier ressort de leur accès aux et surtout du contrôle qu'elles exercent sur les ressources. Ceci constitue la priorité de la Cible 1.4 des ODD, qui appelle à faire en sorte que les femmes aient les mêmes droits aux ressources économiques ainsi que la « propriété et le contrôle des terres et d'autres formes de propriété, d'héritage … et de services financiers… » (Nations Unies, 2019). La Cible 5.A porte des objectifs similaires.

Le foncier en particulier demeure une ressource capitale sur un continent où la production agricole est toujours le métier dominant (19% des femmes, 28% des hommes). Nous avons observé plus tôt que de larges majorités de femmes (77%) et d'hommes (68%) pensent que

les femmes devraient avoir les mêmes droits que les hommes de posséder et d'hériter des terres (Figure 1) – quand bien même ceci représenterait un changement majeur dans les pratiques de succession dans certains pays et communautés. Mais presqu'autant rapportent que ce changement est réel: 69% en général, dont 70% de femmes, pensent que l'égalité en ce qui concerne la propriété foncière et la succession est une réalité dans leur pays (Figure 20). Au moins neuf répondants sur 10 affirment que c'est le cas à Maurice (94%), au Libéria (91%), à São Tomé et Príncipe (90%), et au Cabo Verde (90%). Des majorités sont d'accord dans tous sauf quatre pays. Les exceptions frappantes sont le Maroc (27%) et le Niger (21%), où les hommes et les femmes rapportent que l'héritage et la propriété dans le foncier demeurent inégaux.

Figure 20: Chances égales de posséder et hériter de terres | 34 pays | 2016/2018



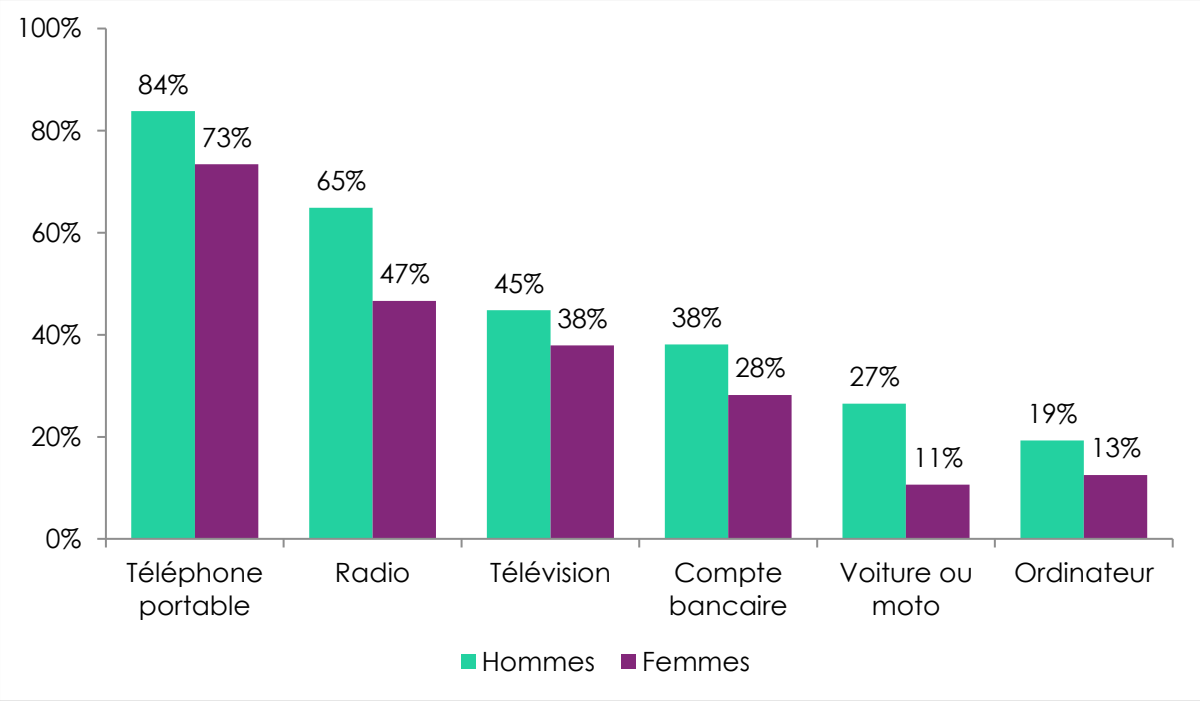
Question posée aux répondants: *Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou d'accord: Les femmes et les hommes ont aujourd'hui dans notre pays les mêmes chances de posséder des terres et d'en hériter. (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)*

Afrobarometer ne collecte malheureusement pas de données sur la propriété effective ou l'héritage de terres pour vérifier ces rapports. Mais Afrobarometer collecte des données sur la propriété d'un certain nombre d'autres biens, et les résultats sont quelque peu moins positifs quant à l'égalité hommes-femmes en termes de contrôle des biens essentiels. À travers ces six biens – téléphones mobiles, radios, télévisions, comptes bancaires, ordinateurs, et véhicules automobiles – il y a d'importants écarts entre hommes et femmes dans la propriété, de 6 points de pourcentage dans le cas des ordinateurs à 16 points pour les véhicules et à 18 points pour les radios (Figure 21). Les radios sont toujours la principale source d'actualités sur le continent, donc l'accès plus limité des femmes pourrait signifier qu'elles auront moins d'informations essentielles pour le succès en affaires et financier. Mais les impacts de cet écart pourraient diminuer vu que l'accès aux informations par la télévision et l'Internet – où les écarts hommes-femmes ne sont pas profonds – s'accroit.

En revanche, il pourrait être difficile de compenser l'accès beaucoup plus limité des femmes aux véhicules. Une femme sur neuf seulement (11%) possèdent une voiture ou une moto, un bien qui peut jouer un rôle capital en termes de liberté, d'indépendance personnelle, et d'engagement et de progrès économique, contre deux fois et demi autant d'hommes (27%).

Certaines femmes peuvent avoir accès à ces biens à travers leur possession par le ménage plutôt que par possession personnelle, et à ce niveau l'écart moyen entre hommes et femmes se réduit de 11 à 5 points de pourcentage (non illustré). Mais les femmes n'exercent probablement pas autant de pouvoir décisionnel sur le déploiement des ressources partagées du ménage.

Figure 21: Possession de biens | 33 pays* | 2016/2018

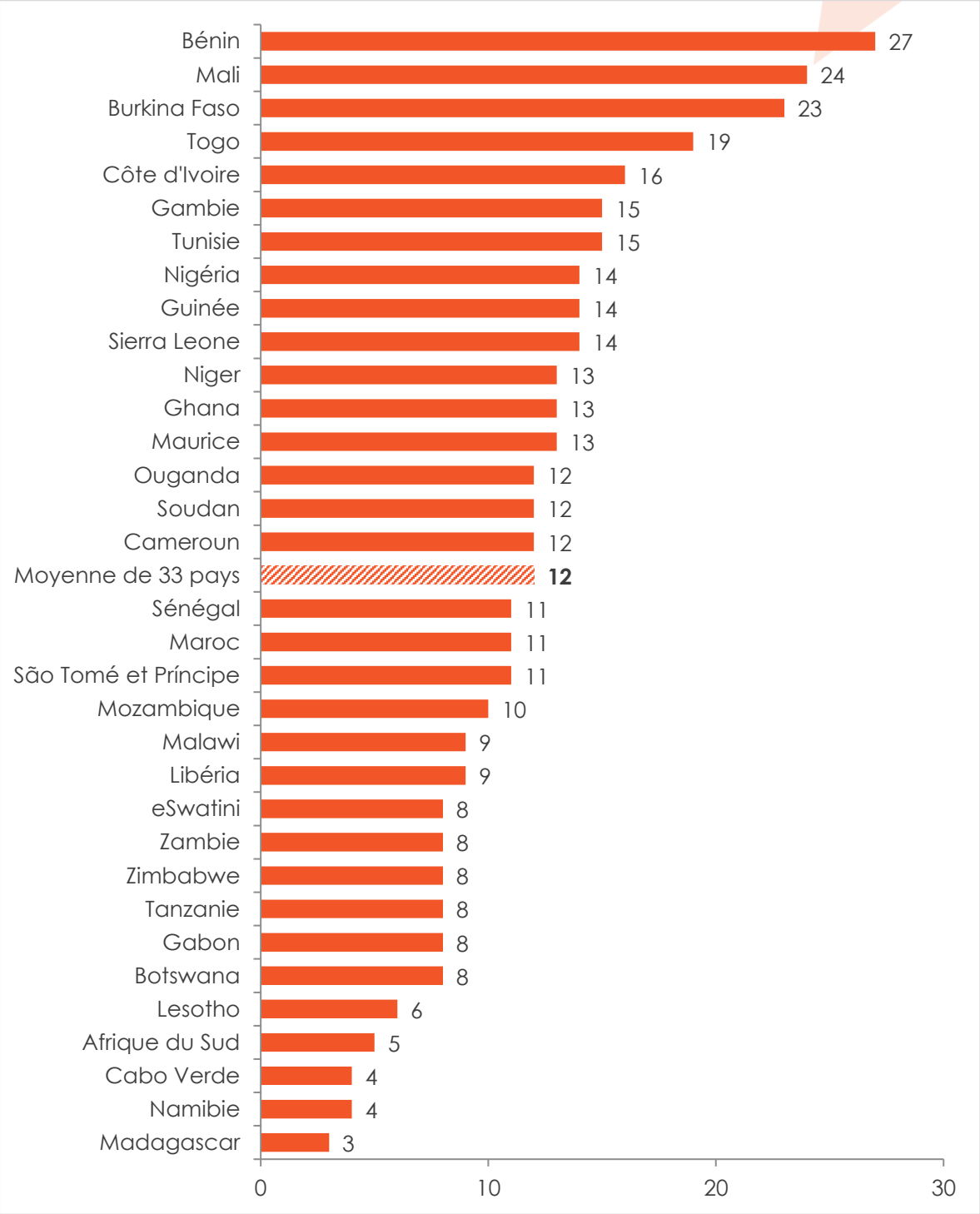


Question posée aux répondants: *Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement? (% « oui »)*
(Les données ne sont pas disponibles pour le Kenya, premier pays enquêté dans le Round 7, où les questions portaient uniquement sur la propriété du ménage. Ces questions ont par la suite été révisées pour les pays suivants.)*

Les écarts de propriété s'accentuent encore plus lorsque nous nous penchons sur les divergences nationales. La Figure 22 montre l'écart hommes-femmes moyen de la possession des six biens ci-dessus identifiés. Quelques pays affichent des écarts moyens assez faibles, dont Madagascar (3 points de pourcentage), la Namibie (4 points), et le Cabo Verde (4 points), mais à l'autre extrémité du continuum se trouvent le Bénin avec un écart moyen de

27 points de pourcentage, le Mali (24 points), et le Burkina Faso (23 points). Le degré de l'inégalité dans ces pays se traduit le plus nettement par les écarts de la propriété des véhicules à 52 points de pourcentage au Bénin (64% des hommes, 12% des femmes), 42 points au Mali (48% contre 6%), et 35 points au Burkina Faso (51% contre 16%).

Figure 22: Ecart de la possession moyenne (points de pourcentage) | 33 pays* | 2016/2018

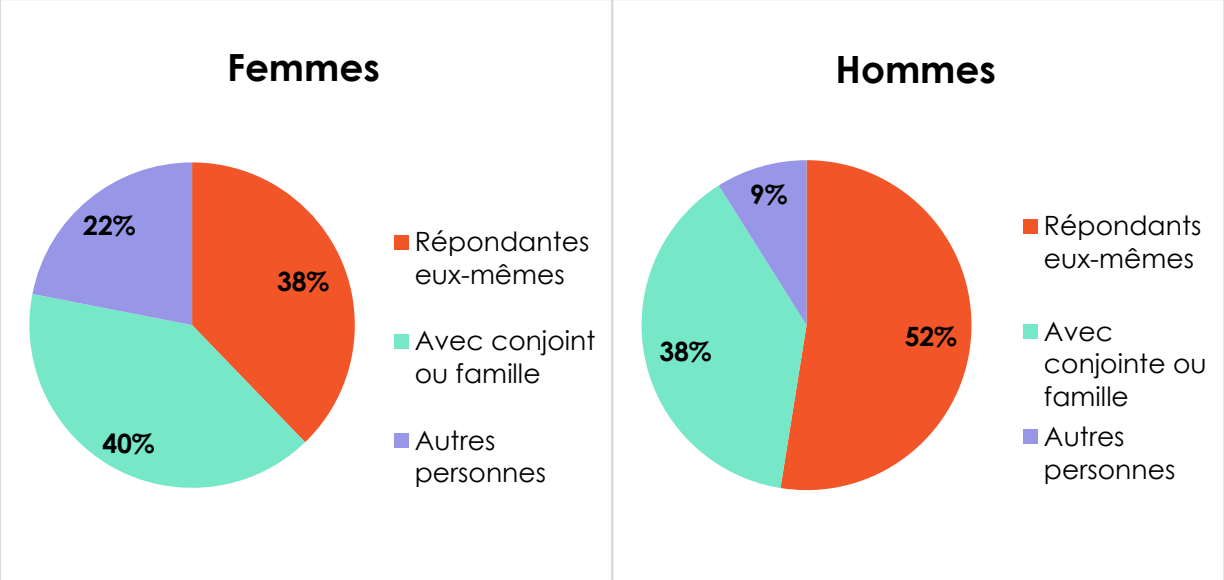


Question posée aux répondants: *Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement? (La figure montre la différence hommes-femmes du % moyen qui possèdent personnellement chacun de ces six biens.)*
(Données indisponibles pour le Kenya.)*

Pouvoir décisionnel financier

Les déséquilibres du pouvoir dans la sphère domestique s'illustrent également à travers une étude des processus décisionnels au sein du ménage. Afrobarometer a demandé aux répondants qui décide de comment l'argent dont ils disposent ou gagnent est dépensé. Plus de moitié (52%) des répondants de sexe masculin affirment prendre ces décisions eux-mêmes, contre 38% des répondants de sexe féminin (Figure 23). Quatre femmes sur 10 encore affirment être au moins impliquées dans le processus de prise de décision, décidant de commun accord avec leur conjoint (28%) ou d'autres membres de la famille (12%), contre 38% des hommes qui impliquent leur conjointe (25%) ou d'autres membres de la famille (13%). Une sur cinq femmes (22%) ne jouent aucun rôle dans le processus décisionnel relatif à comment leur argent sera dépensé, plus de deux fois la proportion chez les hommes (9%).

Figure 23: Qui décide de comment dépenser l'argent | 34 pays | 2016/2018



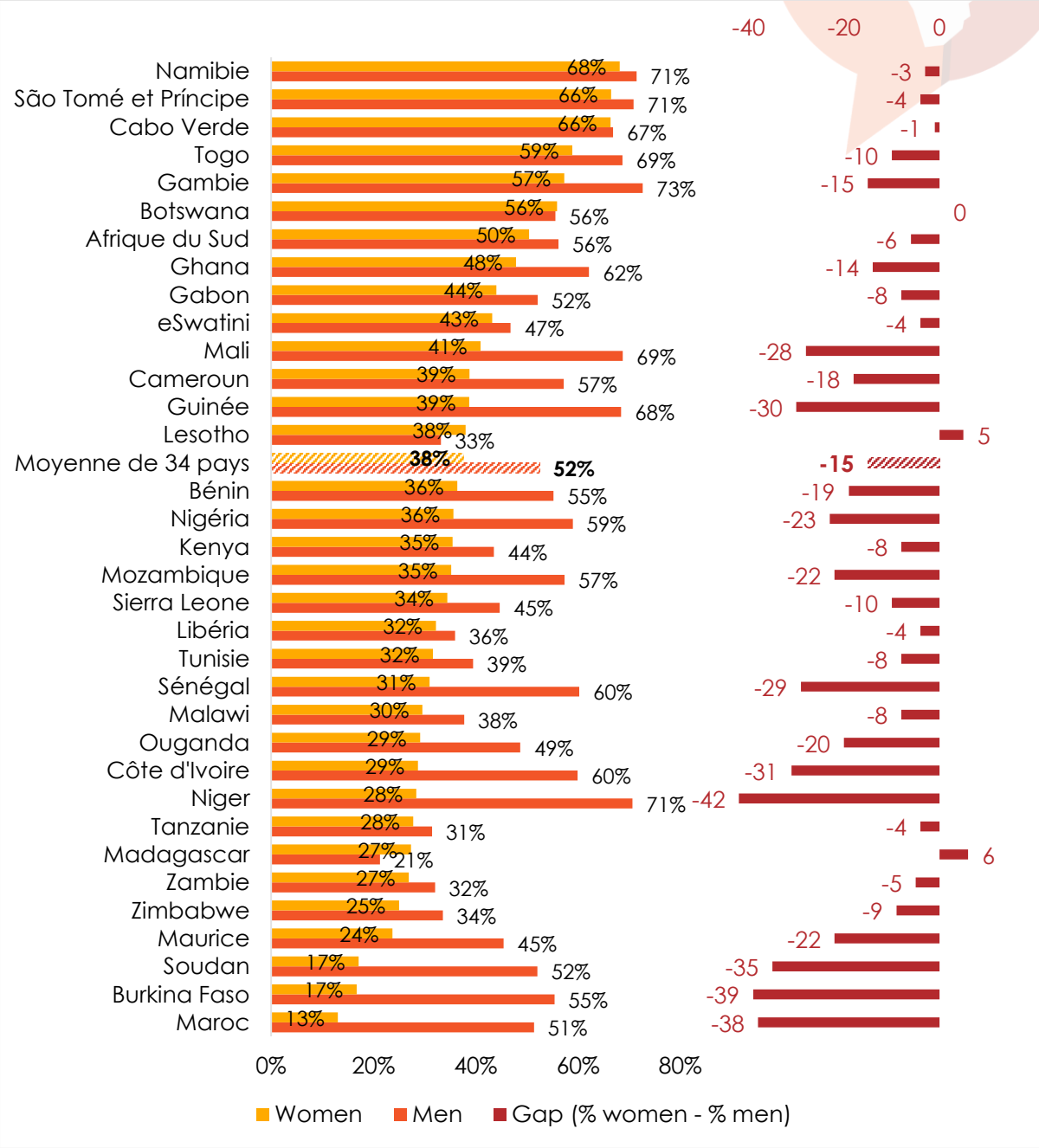
Question posée aux répondants: *De quelles façons les décisions sont-elles prises, quant à la gestion des revenus que vous gagnez en travaillant, en faisant des affaires, en faisant du commerce, ou en vous livrant à d'autres activités?*

Les niveaux du déséquilibre entre sexes pour ce qui est du contrôle des revenus financiers varie d'un pays à l'autre (Figure 24). Certains pays affichent à la fois des niveaux élevés d'indépendance du pouvoir décisionnel des femmes et des déséquilibres insignifiants entre les sexes, dont la Namibie (écart de 3 points), São Tomé et Príncipe (4 points), et le Cabo Verde (1 point). Ailleurs, les femmes exercent des niveaux relativement élevés de pouvoir décisionnel et sont pourtant à la traine, bien loin derrière les hommes, dont la Gambie (écart de 15 points) et le Togo (10 points). En revanche, il semble que les femmes n'aient que très peu voix au chapitre pour ce qui est du pouvoir décisionnel en matière de finances et sont à la traine loin derrière les hommes au Maroc (écart de 38 points), au Burkina Faso (39 points), au Soudan (35 points), et à Maurice (22 points). Les femmes sont également loin derrière les hommes au Niger (42 points), en Côte d'Ivoire (31 points), en Guinée (30 points), au Sénégal (29 points), et au Mali (28 points).

Le droit des femmes à contrôler leurs revenus et les ressources du ménage entraine d'importantes conséquences sur les femmes et leur capacité à profiter entièrement de l'égalité de leurs droits et opportunités, mais il pourrait également avoir de grands impacts sur les familles et ménages. Afrobarometer collecte des données sur le chef de ménage, et l'on peut classifier la plupart des ménages des répondants comme ayant un chef de

ménage de sexe masculin ou féminin (que le chef de ménage soit le répondant lui-même ou un autre homme ou une autre femme dans le ménage).

Figure 24: Qui décide de comment dépenser l'argent | 34 pays | 2016/2018

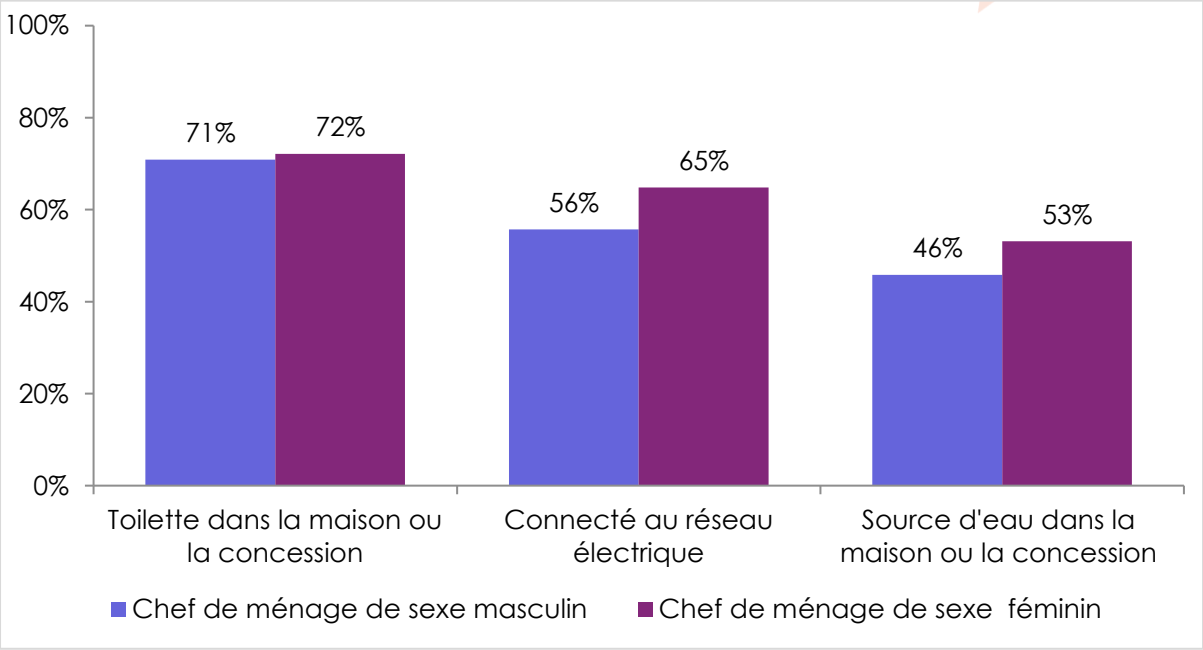


Question posée aux répondants: *De quelles façons les décisions sont-elles prises, quant à la gestion des revenus que vous gagnez en travaillant, en faisant des affaires, en faisant du commerce, ou en vous livrant à d'autres activités? (Les barres de gauche montre le % de ceux qui affirment qu'ils décident eux-mêmes; les barres de droite montre la proportion de femmes moins la proportion d'hommes qui donnent cette réponse.)*

Une comparaison au prisme de nombre d'indicateurs de bien-être révèle qu'il n'y a que peu de différences entre les ménages dont le chef est de sexe féminin et ceux dont le chef est de sexe masculin. Mais les différences sont plus importantes lorsque nous nous penchons sur les habitudes d'investissement dans les services domestiques. Quand bien même il n'y a que peu de différence pour ce qui est d'avoir des toilettes dans la maison ou la concession, nous

observons que les ménages dirigés par une femme sont plus susceptibles d'être connectés au réseau électrique (par une marge de 9 points) et d'avoir une source d'approvisionnement en eau à l'intérieur de la maison ou de la concession (par une marge de 7 points) (Figure 25). Ceci suggère que lorsque les femmes contrôlent les ressources et ont la gestion d'un ménage, elles pourraient être plus enclines d'investir les ressources limitées du ménage de façon à garantir le bien-être, la bonne santé, et la productivité.

Figure 25: Investissement dans les services domestiques, par sexe du chef de ménage | 34 pays | 2016/2018



Question posée aux répondants:

Pourriez-vous me dire si les éléments suivants sont disponibles à l'intérieur de votre maison, à l'intérieur de votre concession ou hors de votre concession: Des toilettes ou des latrines? Votre domicile est-il raccordé au réseau électrique?

La fracture numérique

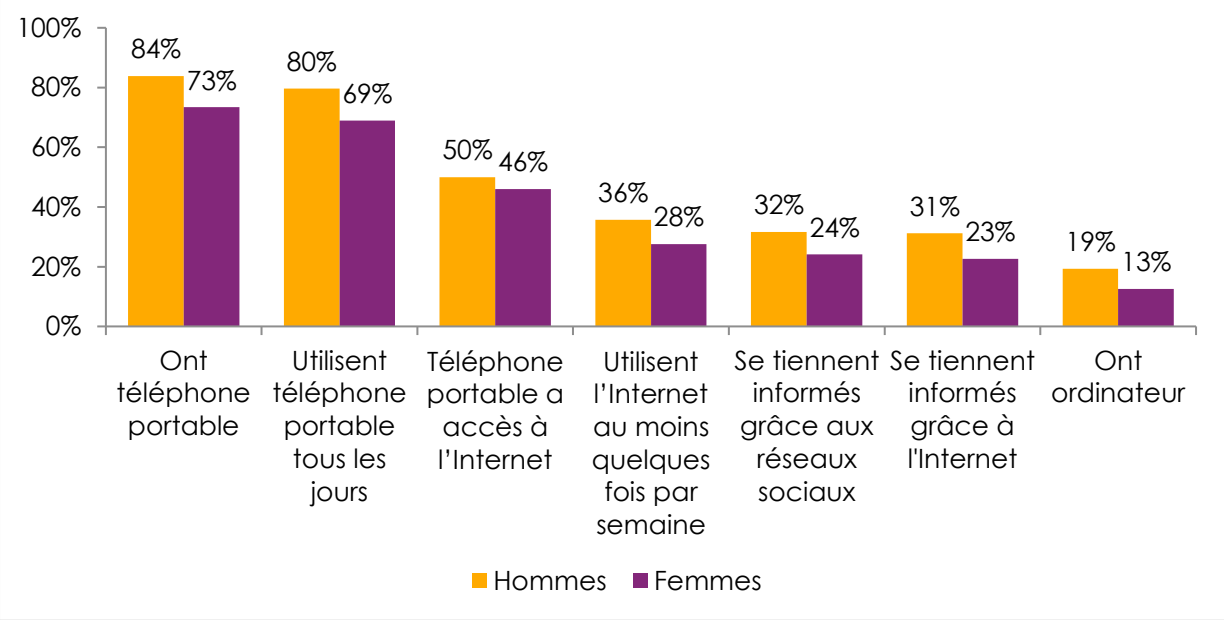
Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont une composante clé des ODD (la Cible 9.C, par exemple), qui appellent à l'accès universel et équitable à l'Internet et incluent des objectifs visant l'autonomisation des femmes à travers l'utilisation des TIC. Spécifiquement, la Cible 5.B des ODD appelle les gouvernements à « accroitre l'usage des technologies habilitantes, surtout des technologies de l'information et de la communication, pour promouvoir l'autonomisation des femmes » (Nations Unies, 2019). Ceci, parce que l'accès aux TIC, et à l'Internet en particulier, permet aux citoyens d'affirmer leurs droits et tirer profit d'opportunités sociales, économiques, et politiques. L'accès aux TIC peut permettre aux femmes de se faire entendre, remettre en question les normes sexospécifiques, faire usage des informations, et participer à des réseaux politiques et associatifs. L'égalité de

L'usage de l'Internet par les femmes s'est accru, mais l'écart hommes-femmes s'est approfondi. (©Michael Turner| Dreamstime.com)

l'accès des femmes aux nouvelles technologies est donc une composante capitale de l'égalité entre sexes.

Une fois encore, nous observons un écart hommes-femmes modeste mais persistant à travers tous les aspects de l'accès et de l'utilisation des TIC. Comparativement aux hommes, les femmes sont moins susceptibles de posséder un téléphone mobile, de s'en servir tous les jours, de posséder un téléphone mobile avec accès à l'Internet, de posséder un ordinateur, d'accéder régulièrement à l'Internet, et de se tenir informé grâce à l'Internet ou aux réseaux sociaux (Figure 26). Les écarts s'étendent de 4 points de pourcentage pour ce qui concerne l'accès à l'Internet par téléphone portable jusqu'à 11 points pour ce qui est de la propriété d'un téléphone portable et de son usage quotidien.

Figure 26: Preuve de la fracture numérique, par sexe | 34 pays | 2016/2018



Questions posées aux répondants:

Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement: Ordinateur? Téléphone mobile? (% « oui »)
Votre téléphone a-t-il un accès à l'Internet? (% « oui »)
A quelle fréquence utilisez-vous un téléphone mobile? (% « tous les jours »)
A quelle fréquence utilisez-vous l'Internet? (% « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)
Combien de fois vous tenez-vous informé de l'actualité grâce aux sources suivantes: Internet? Réseau social? (% « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)

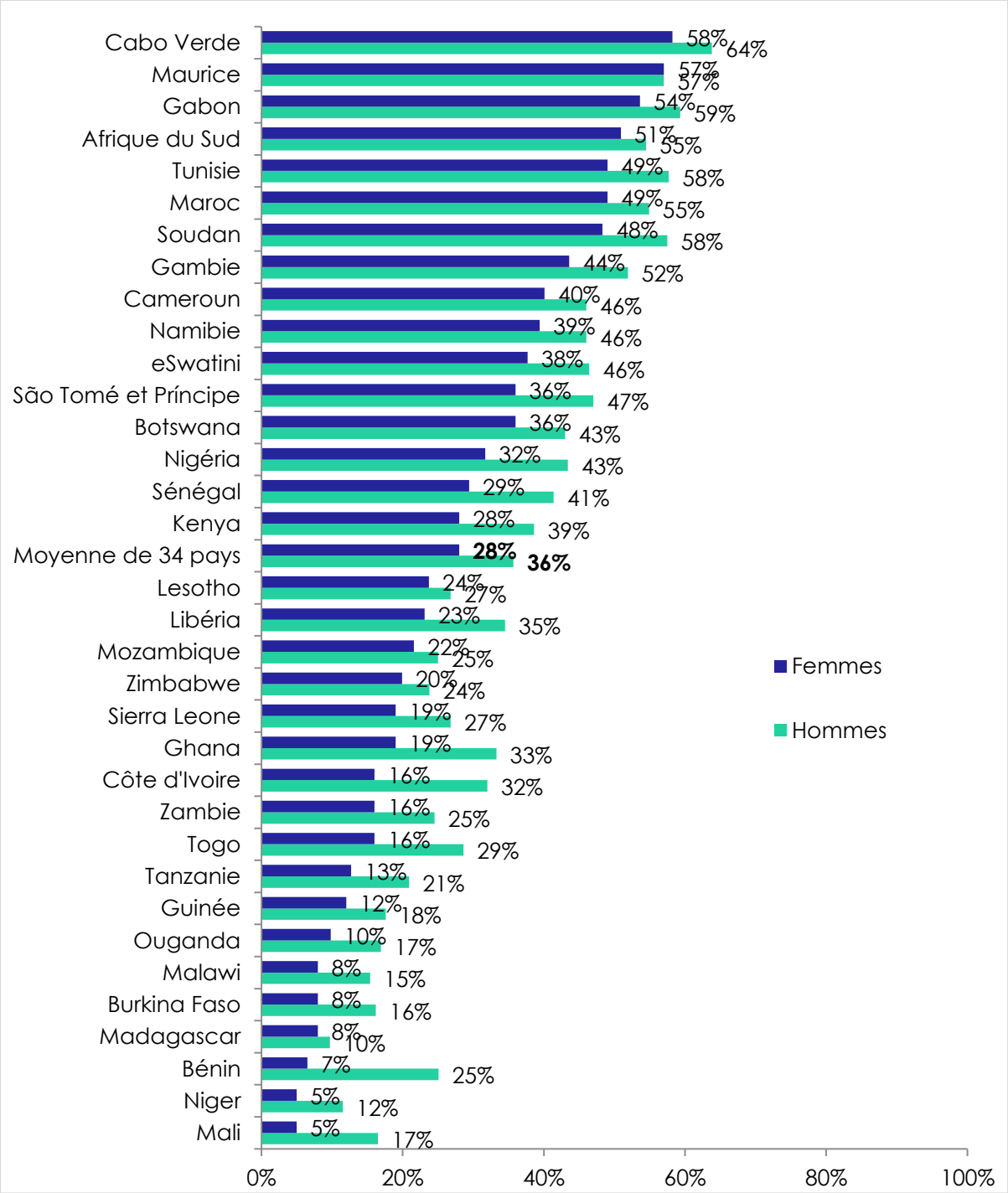
Les tendances de l'usage de l'Internet d'un pays à l'autre sont illustratives. L'usage régulier parmi les femmes s'étend de 58% au Cabo Verde et 57% à Maurice à moins qu'une sur 10 au Mali, au Niger, au Bénin, à Madagascar, au Burkina Faso, et au Malawi (Figure 27).

Mais l'écart hommes-femmes varie également considérablement, d'aucun écart à Maurice à 18 points de pourcentage au Bénin, où 7% seulement des femmes ont un accès régulier à l'Internet, contre 25% des hommes.

La présence aussi bien des femmes que des hommes dans le monde numérique s'est accrue depuis 2011/2013 (Round 5) dans tous les 31 pays enquêtés au cours des deux rounds. La proportion des femmes qui possèdent un téléphone mobile s'est accrue par 6 points de pourcentage, passant à 74%. Au cours de la même période, l'usage régulier de l'Internet (au moins quelque fois par semaine) par les femmes a plus que doublé, allant de 11% à 26%. Les accroissements de l'usage régulier de l'Internet par les femmes durant cette période sont spectaculaires dans certains pays, avec des bonds de 36 points de pourcentage en Afrique du Sud, 30 points au Cabo Verde, 28 points en Tunisie, 25 points au Soudan, 24 points à Maurice, et 22 points en Namibie (Figure 28).

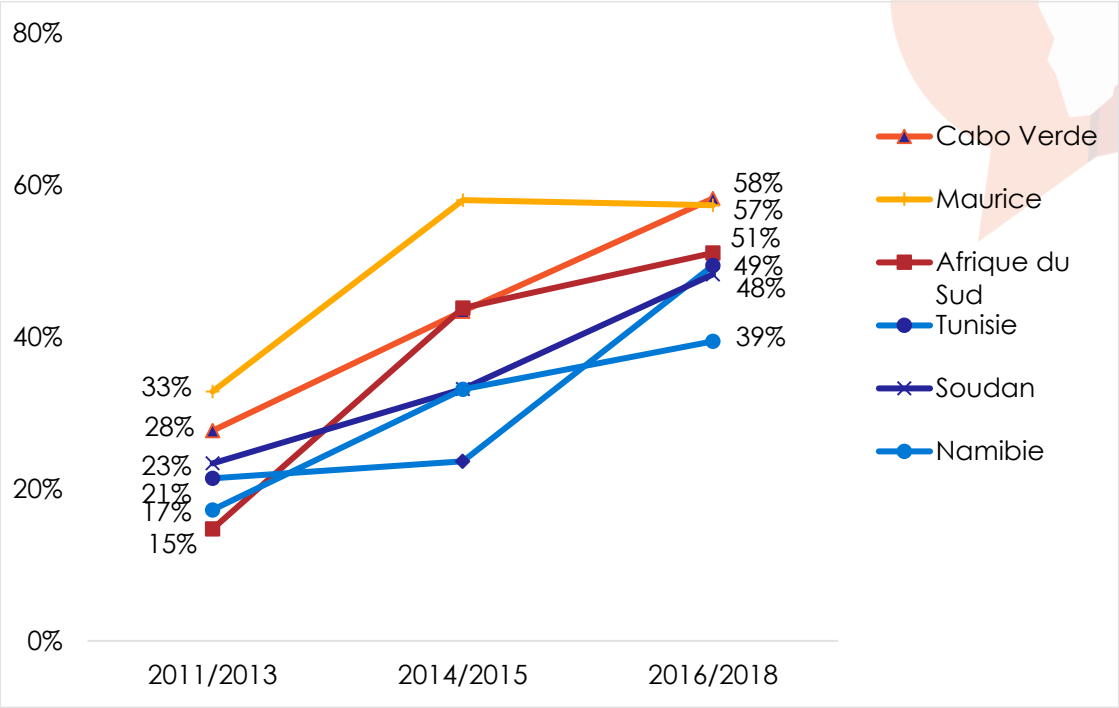
L'écart hommes-femmes s'est tout de même élargi (Figure 29). L'usage régulier de l'Internet par les hommes a également doublé entre 2011/2013 et 2016/2018, passant de 17% à 34%, accroissant le fossé numérique de 6 points à 8. L'écart s'est accru par 3 points ou plus de pourcentage dans 14 des 31 pays, surtout au Bénin (+16 points de pourcentage), au Kenya (+7 points), et en Côte d'Ivoire (+7 points). L'écart a diminué d'une marge importante (3 points ou plus) dans deux pays seulement, le Zimbabwe (-3 points) et la Tunisie (-6 points). Il s'avère nécessaire de mettre la priorité sur l'accroissement de l'implication des femmes dans les TIC si nous voulons renverser la tendance des écarts grandissants.

Figure 27: Usage régulier de l'Internet | par sexe | 34 pays | 2016/2018



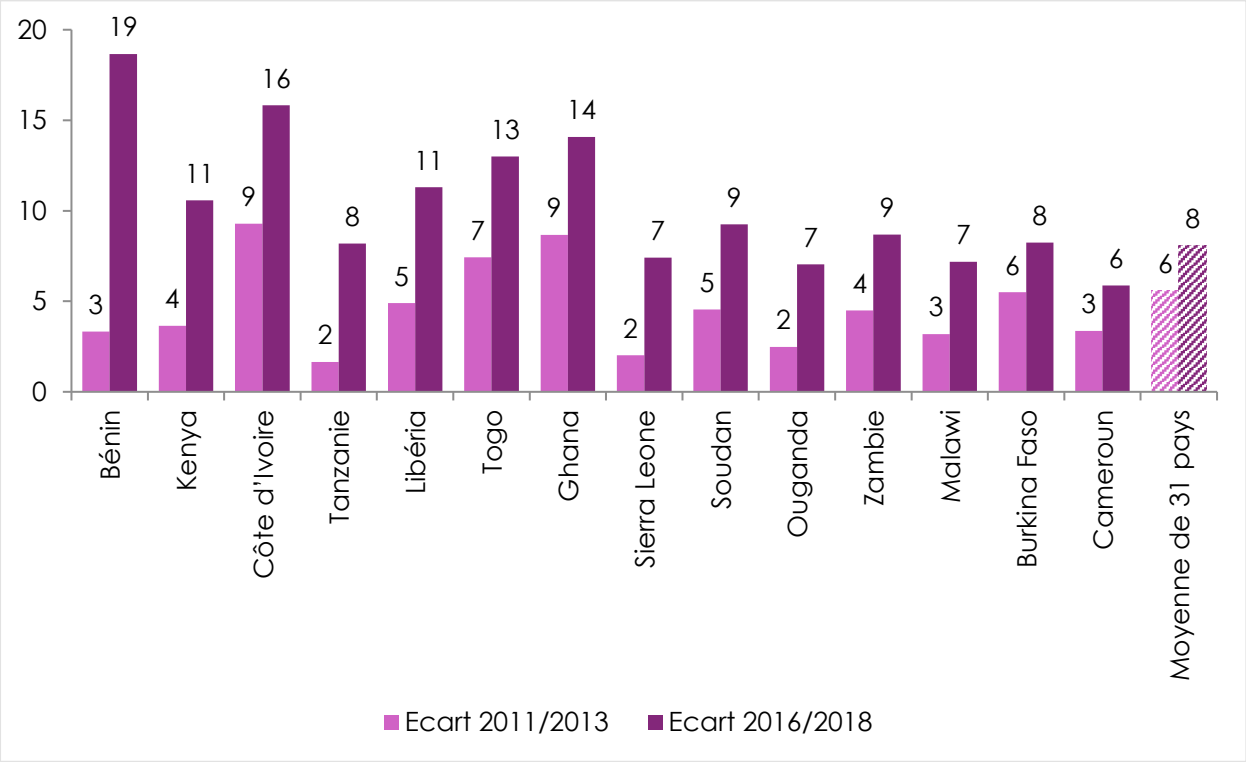
Question posée aux répondants: *A quelle fréquence utilisez-vous l'Internet? (% « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)*

Figure 28: Pays affichant la croissance la plus rapide du taux d'usage de l'Internet par les femmes | une sélection de pays | 2011-2018



Question posée aux répondants: *A quelle fréquence utilisez-vous l'Internet? (% « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)*

Figure 29: Pays affichant un fossé grandissant entre sexes de l'usage de l'Internet (points de pourcentage) | 31 pays | 2011-2018



La figure montre les disparités, en points de pourcentage, observés entre les enquêtes au titre du Round 5 (2011/2013) et celles du Round 6 (2016/2018), des proportions d'hommes et de femmes qui ont affirmé utiliser l'Internet « quelques fois par semaine » ou « tous les jours ».

Ecarts hommes-femmes des résultats

Comme nous l'avons observé, le statut des femmes vis-à-vis des hommes varie considérablement d'un pays à l'autre. Certains des principaux indicateurs de résultats ci-dessus discutés – dont les écarts dans le niveau académique, l'emploi, la propriété et le contrôle des biens, et l'usage de la technologie – sont récapitulés pour chaque pays dans l'infographique en pages 7-8, sous la colonne « Offre » à droite. Les pays avec plus de cellules vertes présentent de meilleurs résultats que ceux qui en ont plus de rouges.

Nous observons d'abord que les cellules vertes – représentant la parité ou l'avantage des femmes par rapport aux hommes (vert foncé) ou un déficit de 5 points ou moins (vert clair) – portent surtout sur l'éducation. À quelques exceptions notoires près (surtout le Mali et le Niger), la plupart des pays affichent des différences relativement petites entre les proportions de femmes et d'hommes qui ont une instruction formelle.

Mais les colonnes portant sur les écarts des taux d'emploi, de la propriété moyenne de biens, du contrôle financier au sein du ménage, et de l'usage régulier de l'Internet sont dominées par les cellules rouge foncé, reflétant les déficits chez les femmes de plus de 10 points de pourcentage. Dans la plupart des pays, les femmes sont toujours à la traîne bien loin derrière les hommes sur ces indicateurs.

Néanmoins, plusieurs pays se distinguent globalement avec des performances considérablement meilleures à celles de leurs pairs. Le Lesotho et Madagascar se retrouvent dans « la zone verte » sur quatre des cinq indicateurs d'écart, suivi du Cabo Verde, de la Namibie, et de l'Afrique du Sud avec trois verts.

En revanche, six pays se démarquent pour la raison opposée. La Côte d'Ivoire et le Mali sont dans la « zone rouge foncé » sur chacun des cinq indicateurs, tandis que le Bénin, le Niger, le Nigéria, et le Sénégal affichent des écarts de plus de 10 points dans quatre secteurs.

D'autres pays présentent des statistiques plus mitigées. Maurice et la Mozambique, par exemple, affichent une bonne performance sur l'égalité des niveaux d'instruction et de l'accès à l'Internet, mais présentent une piètre performance sur les indicateurs d'égalité économique.

Une comparaison juxtaposée de ces écarts hommes-femmes et niveaux de soutien à l'égalité des sexes (voir le graphique en pages 7-8) révèle les fréquents décalages entre les attitudes exprimées en principe et leur réalisation véritable. Même avec le soutien précaire à l'égalité des droits à un emploi, le côté soutien ou « demande » (à gauche) est de loin « plus vert » que le côté écart ou « offre » (à droite). Sur la base de ce schéma simpliste, la demande de l'égalité surpasse la réalisation effective de l'égalité pour la moyenne des 34 pays ainsi que pour un certain nombre de pays, comme le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone, et le Togo.

Faites vos propres analyses des données d'Afrobarometer – quels que soit le sujet, le pays et le round d'enquêtes. C'est facile et gratuit à l'adresse www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

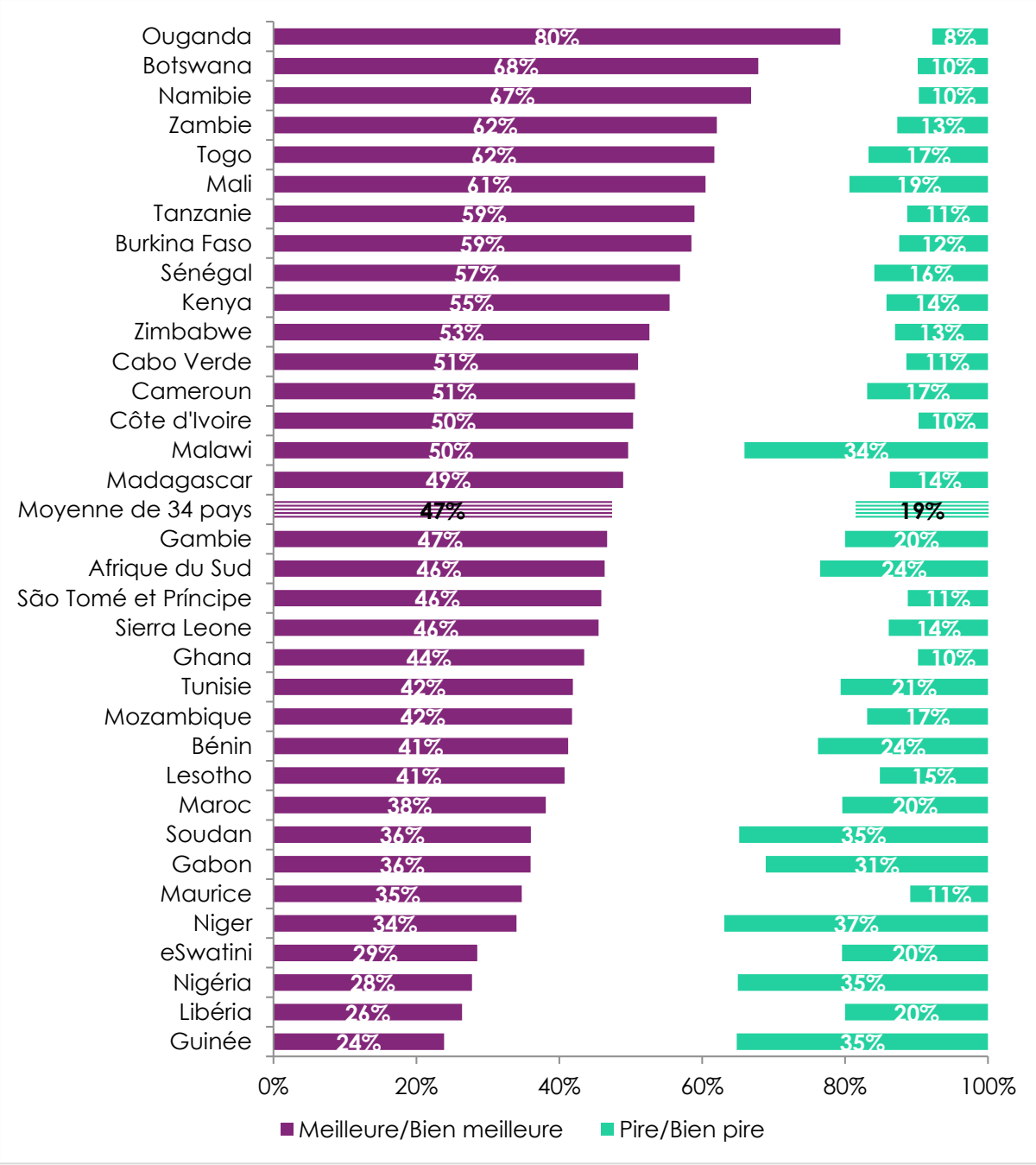
Mais les couleurs suggèrent également une autre tendance: que les pays avec une demande inférieure pour l'égalité des sexes – tels que le Mali, le Maroc, le Niger, le Nigéria, le Soudan, et la Tunisie – ont également tendance à présenter des résultats plus inégaux d'un sexe à l'autre.

À la lumière de ces persistants écarts hommes-femmes par rapport aux résultats, quelles sont les perspectives populaires du progrès des femmes en général? A la question de savoir si le niveau de l'égalité d'opportunité et de traitement en faveur des femmes est meilleur ou pire aujourd'hui qu'il ne l'était il y a « quelques années », une majorité relative de 47% – dont 46% de femmes – affirment que les choses se sont améliorées. Cependant, il reste une proportion à peu près égale qui affirment que les choses sont à peu près pareilles (31%) ou ont empiré (19%) (Figure 30). En bref, les appréciations globales des Africains relativement aux

tendances égalitaires hommes-femmes reflètent un équilibre précaire entre les progrès perçus et les écarts persistants.

Certains pays sont beaucoup plus positifs dans leurs appréciations. En Ouganda, 80% des citoyens affirment que les choses se sont améliorées, de même que deux-tiers des Batswana (68%) et des Namibiens (67%). Des majorités rapportent des progrès dans 13 pays. En revanche, des majorités relatives rapportent que la position des femmes a empiré en Guinée, au Nigéria, et au Niger. Dans tous les trois pays, ainsi que le Gabon, le Malawi, et le Soudan, à peu près un sur trois répondants rapportent que la situation empire.

Figure 30: Meilleure ou pire: Egalité de chances et de traitement pour les femmes | 34 pays | 2016/2018



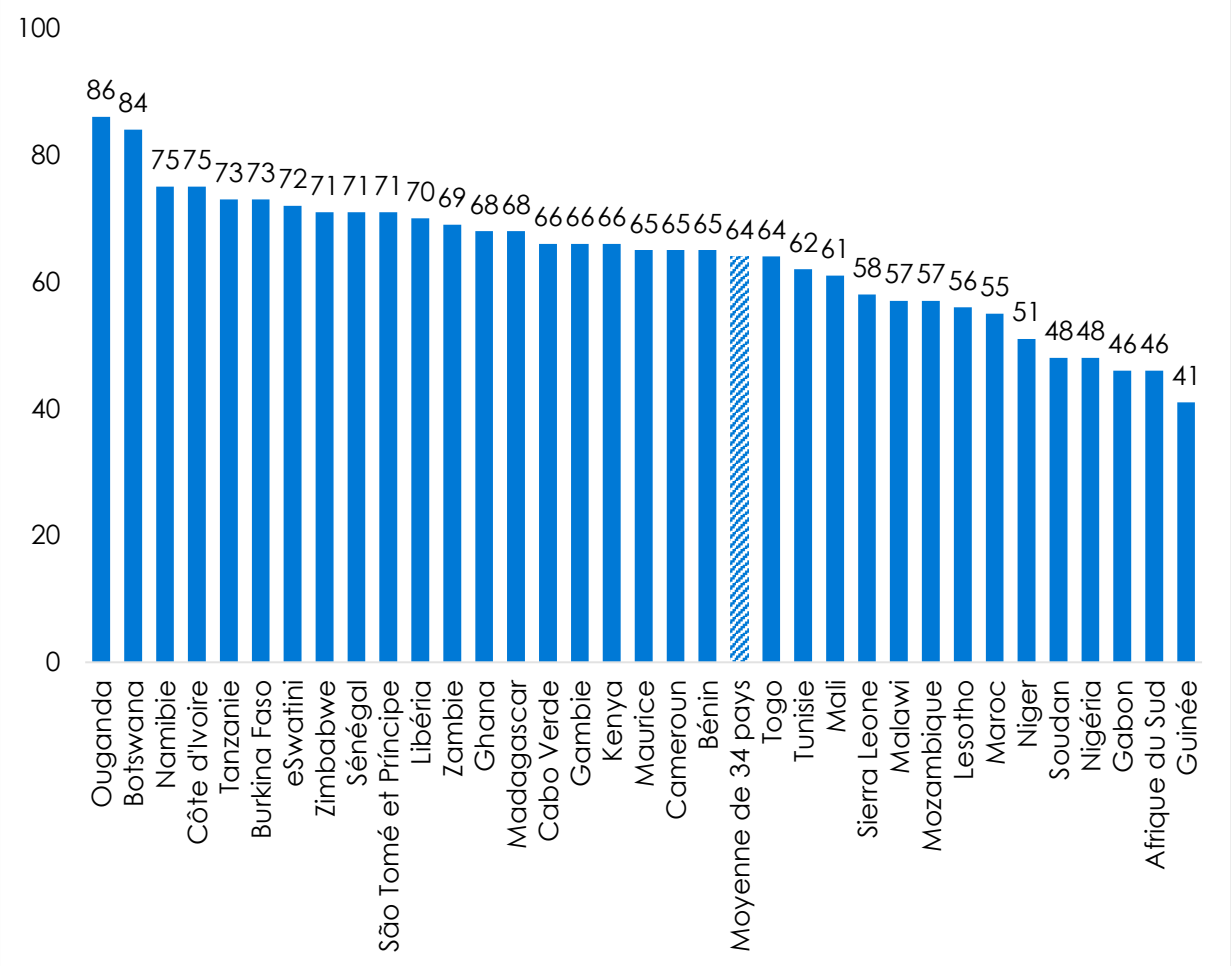
Question posée aux répondants: *Dites-moi, s'il vous plait, si la situation des choses suivantes est pire ou meilleure aujourd'hui qu'il y a quelques années, ou si elles sont demeurées à peu près pareilles: Egalité de chances et de traitement en faveur des femmes?*

Performance du gouvernement quant à la promotion de l'égalité des sexes

Pour finir, Afrobarometer a demandé aux répondants d'évaluer la performance de leur gouvernement en ce qui concerne « la promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes ». En dépit des écarts hommes-femmes persistants – et parfois croissants – sur un certain nombre d'indicateurs clés, les répondants sont généralement positifs à propos des efforts de leur gouvernement. Presque deux-tiers (64%) affirment que leur gouvernement s'en sort « assez bien » ou « très bien » pour ce qui est de promouvoir l'égalité des sexes, contre moins d'un tiers (31%) qui accordent à leur gouvernement une appréciation défavorable. Les femmes (61%) ne sont que quelque peu moins généreuses que les hommes (66%) dans leurs évaluations.

Les Ougandais et les Batswana sont encore les plus optimistes, avec 86% et 84%, respectivement, qui donnent une évaluation favorable à leur gouvernement. Moins de la moitié de cette même proportion de Guinéens (41%) sont positifs dans l'évaluation de la performance de leur gouvernement, et des majorités relatives dans quatre autres pays (Gabon, Nigéria, Soudan, et Afrique du Sud) sont également négatives dans leurs appréciations. Mais dans 29 des 34 pays, des majorités approuvent la performance de leur gouvernement sur l'égalité des sexes (Figure 31).

Figure 31: Gouvernement performant relativement à la promotion de l'égalité des droits et chances des femmes | 34 pays | 2016/2018



Question posée aux répondants: *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes? (% « plutôt bien » ou « très bien »)*

Copyright ©Afrobarometer 2019

A la recherche d'explications, nous ne trouvons pas de forte corrélation entre les appréciations de la performance gouvernementale au niveau national et la plupart des écarts répertoriés dans l'infographique en pages 7-8. La seule exception porte sur le taux de participation des femmes au marché du travail, mais même à ce niveau, la corrélation n'est que modeste (Pearson's r=.359, significatif à .05). Comme nous l'avons vu plus haut en ce qui concerne l'éducation et l'emploi, il semble y avoir un décalage entre les évaluations populaires de l'égalité des femmes et les écarts hommes-femmes relatifs à de nombreux indicateurs. Par exemple, alors que le gouvernement ougandais attire les meilleures appréciations, il n'a une performance « verte » que pour l'éducation, avec de grands écarts hommes-femmes persistants en ce qui concerne le contrôle des ressources financières (un écart de 20 points), l'emploi, et la propriété des biens.

Il convient donc clairement d'explorer davantage la question de savoir pourquoi les sociétés et les gouvernements affichent des scores élevés sur l'égalité des sexes alors même que les femmes continuent de faire face à l'inégalité dans beaucoup de secteurs clés de leurs existences.

Conclusions

Comme d'autres sources de données permettant de suivre les progrès relatifs aux aspects genre des Objectifs pour le Développement Durable, l'opinion publique en Afrique est porteuse d'espoir, mais aussi de frustration, et donne surtout des raisons de s'engager pour un plaidoyer et des actions continus.

Les Africains sont largement en faveur du principe de l'égalité des sexes et applaudissent la performance gouvernementale allant dans le sens de la favoriser, parfois en dépit des preuves du contraire. Mais moins de la moitié affirment que le programme d'égalité a en réalité progressé ces dernières années, et les attitudes et les résultats font ressortir des écarts hommes-femmes persistants – et parfois croissants – en ce qui concerne l'éducation, les droits fonciers, le marché du travail, la propriété de biens, les nouvelles technologies, et le pouvoir décisionnel au sein du ménage.

Massivement, les Africains affirment que les filles ont maintenant les mêmes chances que les garçons d'obtenir une éducation – un droit fondamental avec des corollaires sur tous les autres. Mais pour les femmes africaines en général, un déficit éducationnel demeure une grande barrière, probablement en partie responsable de leur désavantage perpétuel pour ce qui est de la participation sur le marché du travail et de l'emploi. Les attitudes tenaces qui donne la priorité aux hommes jouent probablement également un rôle dans les écarts relatifs à l'emploi, car alors que la plupart des Africains soutiennent le droit des femmes à se faire élire à des postes politiques et à posséder et hériter de terres, ils sont moins engagés pour ce qui est de l'égalité de l'accès à l'emploi.

L'inégalité des sexes demeure également commune dans la sphère privée. Les hommes sont toujours nettement plus susceptibles que les femmes de contrôler les biens et prendre les décisions financières au sein du ménage, et la plupart des Africains des deux sexes affirment qu'une famille se porte mieux lorsque c'est une femme, plutôt qu'un homme, qui est responsable de gérer la maison et les enfants. Alors que l'acceptation de la violence domestique contre les femmes est une position marginale dans beaucoup de pays, elle demeure la position de la majorité dans sept pays – tous en Afrique Centrale et Occidentale.

Par ailleurs, les femmes africaines sont déjà à la traînent derrière les hommes – et pourraient même prendre encore plus de retard – sur un nouveau chemin important vers l'opportunité: la technologie numérique. Pour atteindre les ambitions des ODD, les gouvernements devront mettre en place des stratégies et des politiques visant à faire en sorte que les femmes bénéficient équitablement des opportunités économiques, sociales, et politiques offertes par l'accessibilité de l'Internet et d'autres nouvelles technologies.

Dans une large mesure, les droits et réalités des femmes africaines dépendent fortement du pays. Certains pays, comme le Lesotho et Madagascar, affichent des performances

relativement bonnes sur les indicateurs pertinents, alors que les femmes au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Mali, au Niger, au Nigéria, et ailleurs sont toujours confrontées à d'importantes entraves. Néanmoins, même certains pays à faible performance sont parvenus à réaliser des progrès remarquables sur des indicateurs spécifiques, comme la Tunisie et le Soudan par rapport à l'accès des femmes à l'Internet – comme quoi, une conjoncture défavorable n'est pas toujours une entrave au progrès dans tous les secteurs.

Qu'elles soient source d'espoir ou de frustration, les voix des femmes et des hommes de chacun de ces 34 pays identifient des secteurs spécifiques où le gouvernement, la société civile, les médias, et les citoyens ordinaires doivent continuer de faire pression pour réaliser l'égalité des sexes et ses retombées générales.

Copyright ©Afrobarometer 2019

Références

Assemblée Générale des Nations Unies. (2018). Information and communications technologies for sustainable development. Seventy-third session, Second Committee, 26 November.

Banque Mondiale. (2019). Women, business and the law 2019: A decade of reform.

Bureau International du Travail. (2010). Women in labour markets: Measuring progress and identifying challenges.

Chingwete, A., Richmond, S., & Alpin, C. (2014). Support for African women's equality rises: Education, jobs, and political participation still unequal. Synthèse de Politique No. 8 d'Afrobarometer.

Commission des Nations Unies sur le Haut Débit. (2018). Working group on the digital gender divide: Bridging the gender gap in internet and broadband access and use.

Fondation World Wide Web. (2016). Digging into data on the gender digital divide.

Fondation World Wide Web. (2018). Advancing women's rights online: Gaps and opportunities in policy and research.

Nations Unies. (2019). Sustainable development goals: Knowledge platform.

ONU Femmes. (2018). Turning promises into action: Gender equality in the 2030 agenda for sustainable development.

ONU Femmes. (2019). Progress of the world's women 2019-2020: Families in a changing world.

Ortiz-Ospina, E., & Roser, M. (2018). Economic inequality by gender. Our World in Data.

Platteau, J.P. (2018). Toward gender equity and women's empowerment. UNU-WIDER.

Wambua, P. M. (2017). Weak support and limited participation hinder women's political leadership in North Africa. Dépêche No. 131 d'Afrobarometer.

Annexe

Tableau A.1: Dates des travaux de terrain au titre du Round 7 d'Afrobarometer et rounds précédents d'enquêtes

Pays	Travaux de terrain au titre du Round 7	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Août - septembre 2018	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015
Bénin	Décembre 2016 - janvier 2017	2005, 2008, 2011, 2014
Botswana	Juin - juillet 2017	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
Burkina Faso	Octobre 2017	2008, 2012, 2015
Cabo Verde	Novembre - décembre 2017	2002, 2005, 2008, 2011, 2014
Cameroun	Mai 2018	2013, 2015
Côte d'Ivoire	Décembre 2016 - janvier 2017	2013, 2014
eSwatini (Swaziland)	Mars 2018	2013, 2015
Gabon	Novembre 2017	2015
Gambie	Juillet - août 2018	N/A
Ghana	Septembre 2017	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014
Guinée	Mai 2017	2013, 2015
Kenya	Septembre - octobre 2016	2003, 2005, 2008, 2011, 2014
Lesotho	Novembre - décembre 2017	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
Libéria	Juin - juillet 2018	2008, 2012, 2015
Madagascar	Janvier - février 2018	2005, 2008, 2013, 2015
Malawi	Décembre 2016 - janvier 2017	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
Mali	Février 2017	2001, 2002, 2005, 2008, 2012, 2013, 2014
Maroc	Mai 2018	2013, 2015
Maurice	Octobre - novembre 2017	2012, 2014
Mozambique	Juillet - août 2018	2002, 2005, 2008, 2012, 2015
Namibie	Novembre 2017	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014
Niger	Avril - mai 2018	2013, 2015
Nigéria	Avril - mai 2017	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015
Ouganda	Décembre 2016 – janvier 2017	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015
São Tomé et Principe	Juillet 2018	2015
Sénégal	Décembre 2017	2002, 2005, 2008, 2013, 2014
Sierra Leone	Juillet 2018	2012, 2015
Soudan	Juillet – août 2018	2013, 2015
Tanzanie	Avril - juin 2017	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
Togo	Novembre 2017	2012, 2014
Tunisie	Avril - mai 2018	2013, 2015
Zambie	Avril 2017	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014
Zimbabwe	Janvier - février 2017	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014

Copyright ©Afrobarometer 2019

Tableau A.2: Publications d'Afrobarometer relatives au genre, 2017-2019

Pays	Publication
Botswana	Dépêche No. 318: Batswana report improving gender equality and approve of government efforts
eSwatini	Dépêche No. 235: Property rights, domestic roles still question marks amid strong support for gender equity in eSwatini
Kenya	Dépêche No. 170: Kenyans see gains in gender equality, but support for women's empowerment still uneven
Malawi	Dépêche No. 152: In Malawi, gender gaps persist despite popular support for equal opportunity
Mozambique	Dépêche No. 291: Limits of gender equality: Poor, uneducated Mozambicans less likely to see improvement
Namibie	Dépêche No. 224: Though a leader in gender representation, Namibia still has work to ensure full equality
Sénégal	Dépêche No. 305: For Senegalese women, advancement is real but uneven
Tanzanie	Dépêche No. 237: Gender equality in Tanzania: Uproar and perceived progress
Togo	Dépêche No. 238: Togolese express tolerance toward (most) minorities and support for gender equality Document de Politique N° 53: L'égalité genre au Togo: Progrès et points sombres
Ouganda	Dépêche No. 311: Ugandans commend their government's performance in bridging the gender gap
Zambie	Dépêche No. 164: Despite disparities, Zambians see country on right track toward gender equity
Zimbabwe	Dépêche No. 181: Zimbabweans see progress on women's rights, applaud government efforts to promote equality

Autres Pan-Africa Profiles du Round 7 d'Afrobarometer

- ✓ Synthése de Politique No. 60: Changements à venir Expérience et connaissance des changements climatiques en Afrique
- ✓ Baromètre Mondial de la Corruption - Afrique 2019: Perceptions et expériences de la corruption par les citoyens
- ✓ Synthése de Politique No. 58: Les Africains désirent des élections transparentes – surtout celles porteuses d'alternance
- ✓ Synthése de Politique No. 56: Presse sous pression. Le soutien à la liberté des médias recule en Afrique
- ✓ Synthése de Politique No. 55: Les libertés des Africains sont-elles en train de s'effriter?
- ✓ Dépêche No. 290: Meilleure mais perfectible? Comment les Africains perçoivent-ils la prestation des services publics
- ✓ Dépêche No. 288: A la recherche d'opportunités: En Afrique, les jeunes et les instruits sont plus susceptibles de penser à émigrer
- ✓ Synthése de Politique No. 54: La démocratie en Afrique La demande, l'offre, et le 'démocrate insatisfait'
- ✓ Synthése de Politique No. 51: Faire le point: Priorités et appréciations des citoyens, trois ans après le debut des ODD

Carmen Alpin Lardies était précédemment gestionnaire des données d'Afrobarometer.

Dominique Dryding est l'adjoint au chef de projet d'Afrobarometer pour l'Afrique Australe, basé à l'Institute for Justice and Reconciliation a Cape Town.

Carolyn Logan est directrice d'analyse d'Afrobarometer et professeure associée au sein du Département de Sciences Politiques de Michigan State University.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, conduit un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 7ème round d'Afrobarometer a bénéficié du soutien financier de la Suède, de la Fondation Mo Ibrahim, de l'Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William and Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Nationale pour la Démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Vos dons permettent au projet Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou à contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications sur **#VoicesAfrica.**

/Afrobarometer @Afrobarometer

Photo de couverture: *©Cecil Dzwowa | Dreamstime.com*

Infographique: *Kindea Labs*

Contacts: carmen.alpin@gmail.com
ddryding@afrobarometer.org
clogan@afrobarometer.org